

(5^e ANNEE NOUVELLE SERIE)

3

NUMERO 3 fr. 50
MENSUEL

Août-
Septembre
1926

CLARTE

SOMMAIRE. — Editorial. — Les admirables difficultés de la révolution russe, par « CLARTE ». — Etudes : Les nouveaux aspects du problème de la guerre, par VICTOR-SERGE. — Où va la Chine : Le désastre blanc. — L'évolution du mouvement national vers la lutte des classes. — L'exemple de la grève de Hong-Kong. — Les groupements militaires en présence. — Une intervention des puissances est-elle possible. — Pan-asiatisme et communisme, par Marcel FOURRIER. — La grande grève des mineurs anglais : Evénement dont la portée est incalculable, nous devons en étudier tous les aspects et en tirer les enseignements pour l'avenir de la révolution prolétarienne en Europe, par P. N. — Chroniques : Une page de Lénine sur la morale communiste. — Les tendances confusionnistes du groupe « L'Esprit » : de l'incompatibilité du jargon judéo-philosophique avec le matérialisme historique, par NAVILLE. — A propos d'une conversion, par M. L. — Rapport sur « Clarté » : Nous exposons au grand jour nos difficultés matérielles. La question qui se pose pour nous comme pour nos lecteurs, c'est de savoir si la valeur révolutionnaire de « Clarté » vaut qu'on lui continue des sacrifices de temps et d'argent, par M. F. — Notes : Chiffons de papier. — A propos d'une enquête sur un rapprochement intellectuel franco-russe.



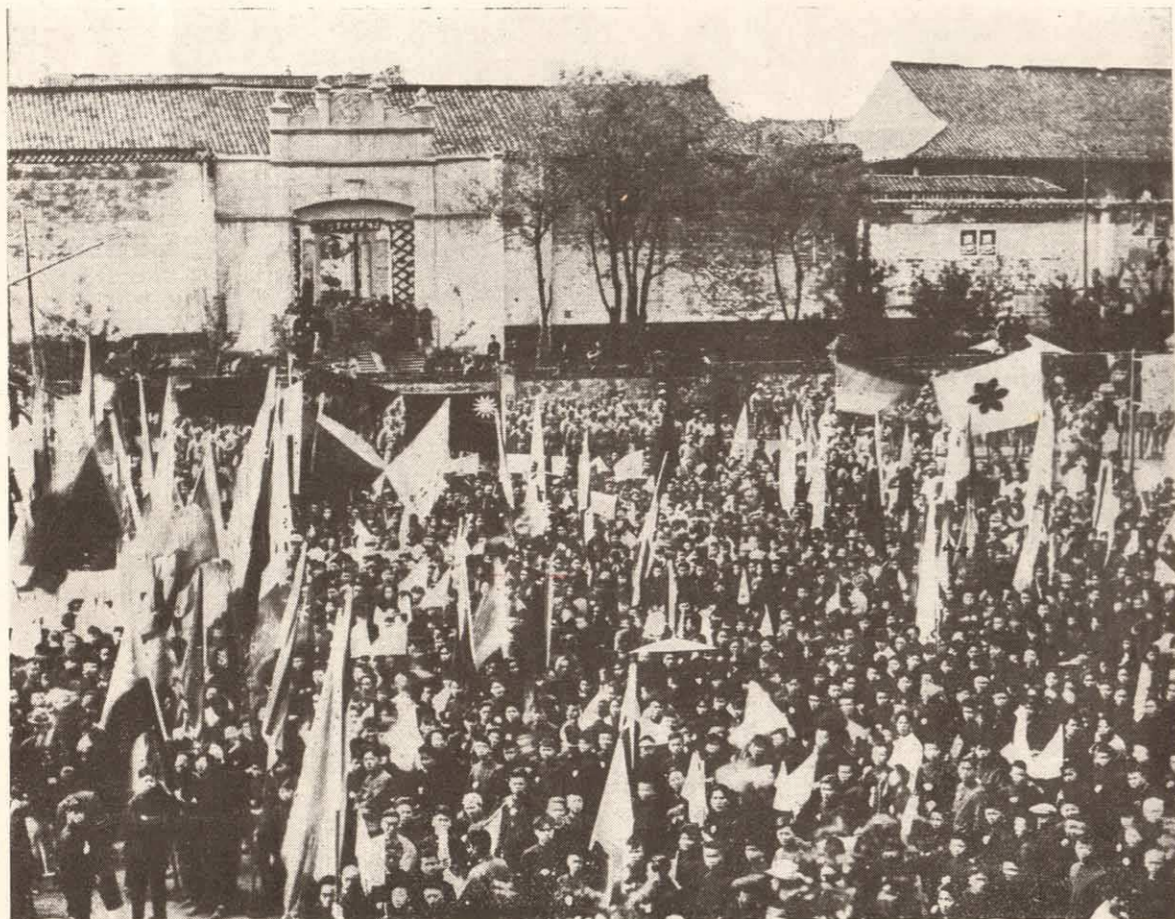
ABONNEMENTS

France.....	1 an : 35 fr.	6 mois : 20 fr.	3 mois : 12 fr.
Etranger.....	1 an : 50 fr.	6 mois : 30 fr.	3 mois : 18 fr.

8, Boulevard de Vaugirard — Paris (15^e). — Chèque postal : 330-80.



SCÈNE DE LA RÉVOLUTION EN RUSSIE. — Piacc Rouge le jour des obsèques solennelles de Djerdjinsky. En haut du mausolée, à la même tribune, on reconnaît les principaux chefs de la révolution : à gauche Trotsky et Zinoviev, à droite Staline et Rykov. Voroschilof parle. Cette photographie est la meilleure réponse aux imbécillités sans nom publiées ces temps derniers par la presse bourgeoise.



SCÈNE DE LA RÉVOLUTION EN CHINE. — Manifestation monstre à Chang-Sha organisée par les révolutionnaires et au cours de laquelle des représentants du gouvernement Kouo-Min-Tang prirent la parole. Chang-Sha, capitale de la province du Hu-Nan, est considéré aujourd'hui comme un second Canton.

EDITORIAL

Les Admirables Difficultés Russes

S'il avait fallu au prolétariat mondial une raison de plus pour ne pas douter de la ligne continuelle révolutionnaire de l'U. R. S. S., cette raison il l'aurait trouvée en considérant la campagne de calomnie que, depuis neuf ans dans toutes les patries capitalistes, la bourgeoisie mène contre la première république ouvrière, contre le premier Etat prolétarien.

Incapable dans sa rage impuissante — rage de Versaillais devant une Commune triomphante — de rien comprendre aux problèmes révolutionnaires qui se posaient aux chefs du parti communiste ; ignorant, ou feignant d'ignorer les principes directeurs de l'économie soviétique ; calomniant les hommes, déformant et contrefaisant les événements, comme elle a su attendre, comme elle sait attendre son heure, la Bourgeoisie ! Avec quelle persistance, ne guette-t-elle pas venir un signe précurseur de la fin d'un régime qu'elle hait. Le moindre signal la trouve déjà prête. Quel ton de triomphe prennent ses journaux ! Et aussitôt voici la social-démocratie accourue pour l'aider à tromper les foules ouvrières inquiètes et hésitantes. Les beaux titres prometteurs : *Le communisme russe à vécu. — La fin des dictateurs rouges. — Un régime de sang qui s'effondre.* — Assez ! Messieurs, ne vous en déplaise, la révolution continue en Russie.

**

L'U. R. S. S. compte une population de 131.197.000 habitants, dont 110.540.000 habitent la campagne et 20.657.000 les villes. Ces chiffres, il faut les avoir sous les yeux pour comprendre les difficultés admirables de la révolution ouvrière russe.

En 1917, le prolétariat a renversé l'Etat bourgeois et s'est emparé du pouvoir. Immédiatement, il s'est trouvé devant deux dangers : l'un provenant des contradictions sociales intérieures de la révolution ; l'autre des menaces d'intervention des Etats impérialistes. Par une dictature impitoyable, l'avant-garde ouvrière a pu, pendant la période la plus critique, surmonter à la fois l'un et l'autre de ces dangers. Le pouvoir des Soviets put ainsi s'établir sur des bases fermes. Mais du fait qu'aucun prolétariat plus évolué que le prolétariat russe n'a su au cours des années qui suivirent la guerre réaliser sa révolution, il fut avéré dès 1925 pour les chefs clairvoyants du parti communiste russe qu'il fallait organiser dans cet immense

pays industriellement arriéré, des relations économiques stables entre la minorité ouvrière et l'immense majorité paysanne. Déjà au printemps 1921, au 10^e Congrès du P.C.R., Lénine disait : « Seule, l'alliance avec les paysans est capable de sauver la révolution prolétarienne en Russie aussi longtemps que la révolution n'aura pas éclaté dans les autres pays. » Améliorer la situation des paysans, élever leurs forces productives pour arriver à améliorer ensuite la situation des ouvriers et à renforcer le lien entre paysans et ouvriers pour renforcer la base de la dictature du prolétariat, tels furent les premiers objectifs de la N. E. P.

Mais entre le prolétariat organisé en Etat et la paysannerie fournissant les produits agricoles qui prédominent dans l'économie de l'U. R. S. S., il existe, socialement, un troisième élément qui est la nouvelle bourgeoisie et qui joue le rôle d'intermédiaire entre l'industrie soviétique et les différentes branches de l'économie rurale. Cette nouvelle bourgeoisie ne se borne pas à un rôle intermédiaire commercial ; dans une certaine mesure, elle assume également un rôle dans l'organisation de la production.

C'est en 1923 que la crise économique atteignit son point maximum. A ce moment, on put constater qu'il existait un écart de plus en plus grand entre les prix des objets manufacturés et ceux des produits agricoles. Trotsky, figurant cet écart grandissant sous forme d'un graphique dont la ligne montante indiquait l'élévation des prix industriels et la ligne descendante l'abaissement des prix agricoles, montra sous cette saisissante image des ciseaux qu'il fallait à tout prix parvenir à rapprocher les branches du haut et du bas, c'est-à-dire diminuer l'écart entre les prix de la production industrielle et de la production agricole, donc assainir l'économie soviétique, donc améliorer à la fois les conditions matérielles d'existence des ouvriers et des paysans. Cette amélioration des rapports entre ouvriers et paysans — qui fut partiellement réalisée les années suivantes — devait constituer une première étape permettant d'aborder une seconde étape : celle de l'industrialisation intense du pays, et le passage de la base économique actuelle représentée par la petite paysannerie, à une base économique constituée par la grande industrie. Mais il était de toute évidence que cette première étape ne pouvait s'accomplir sans que le ca-

pital privé — jouant, comme nous l'avons vu, un certain rôle en tant qu'intermédiaire entre l'industrie monopolisée et l'agriculture, — ne trouvait un terrain favorable pour essayer de se reconstituer, et sans que la classe issue de ce capital privé, la petite bourgeoisie, ne tentât de jouer à la faveur des événements un rôle politique, qui ne peut être évidemment que contre-révolutionnaire.

Or, il ressort parfaitement des récentes discussions qui ont eu lieu dans le P. C. R. que le capital privé s'est élevé dans des proportions assez considérables pour justifier certaines craintes et provoquer de violentes critiques de la part de communistes notoires dits « de l'opposition ».

« D'après les récents calculs d'un fonctionnaire du commissariat des Finances, écrivait Boukharine répondant à « l'opposition », calculs qui donnent de toutes les enquêtes faites jusqu'ici sur le rôle du capital privé le résultat le plus favorable pour ce dernier, le bénéfice brut des 323.855 entreprises capitalistes privées existant chez nous, s'exprime par une somme considérable qui oscille entre 319 et 585 millions de roubles... Mais si nous admettons que l'entretien d'une famille nécessite environ 1.000 roubles par an, nous constatons que ces 323.000 entreprises privées dépensent 323 millions de roubles par an qu'il faut retirer de la somme maximum (585 millions de roubles) indiquant les bénéfices bruts du capital privé. La somme restante n'est nullement comparable aux chiffres représentant le bénéfice net de notre industrie... Les positions de notre économie d'Etat ne doivent susciter aucun souci sur le sort de notre construction sociale. »

Car il est bien évident que ce développement rapide du capital privé, s'il se produisait marquerait une insuffisance des organismes de production et de distribution de l'économie soviétique. En outre, la nouvelle bourgeoisie acquerrait une influence économique et par voie de conséquence une influence politique sur la paysannerie auprès

de laquelle elle se substituerait peu à peu à l'Etat ouvrier. Une telle rupture entre l'Etat ouvrier et la paysannerie constituerait un très réel danger et serait susceptible de mettre en péril l'œuvre révolutionnaire des Soviets. En 1924, Trotsky, prévoyant ce danger, disait : « Au cas où le capital privé parviendrait peu à peu, lentement, à dominer le capital soviétique, l'appareil soviétique subirait vraisemblablement une dégénérescence bourgeoise avec les conséquences qu'elle comporterait pour le parti. Si le capital privé croissait rapidement et arrivait à se mettre en contact, à se souder avec la paysannerie, les tendances contre-révolutionnaires actives dirigées contre le parti prévaudraient alors probablement ». Et il ajoutait : « Si nous exposons crûment ces hypothèses, ce n'est pas évidemment parce que nous les considérons comme historiquement probables — leur probabilité au contraire est minime — mais parce que seule, une telle façon de poser la question permet une orientation juste et, partant, l'adoption de toutes les mesures préventives possibles. »

**

Un des plus incurables crétins de la presse bourgeoise s'étonnait récemment dans un article niais « de la candide bonne foi » des chefs communistes russes : « Grâce à eux, écrivait ce mauvais barbouilleur, nous n'ignorons à peu près rien des tares du régime ni des périls intérieurs et intrinsèques (*sic*) qui le menacent. » Toute la mauvaise foi bourgeoise s'étale dans cette phrase, toute sa stupidité aussi. Mais oui, c'est au grand jour qu'on se critique là-bas et rudement, un peu trop peut-être au goût de nos hypocrites et chétifs hommes politiques habitués aux aigreurs polies, aux « duels de prétoire ». Mesurez-vous Messieurs à vos tailles de fourrures. Comment pourriez-vous comprendre le souffle pasisonné qui anime NOTRE révolution.

CLARTÉ.

« Nous avons élevé notre révolution à une hauteur extraordinaire. Aucune puissance du monde n'est capable de nous arracher les conquêtes de notre révolution, car ce ne sont pas nos conquêtes, mais des conquêtes appartenant à l'histoire. — LENINE. (Discours au 11^e Congrès du Parti communiste russe (1922.))

Les nouveaux aspects du problème de la guerre

« La seule façon de combattre la guerre, c'est la formation et le maintien d'organisations illégales pour une action prolongée contre la guerre, de tous les révolutionnaires participant à la guerre. »

LENINE.

Douzième anniversaire du 2 août 1914.

Toute politique consiste à prévoir. Les trêves et les périodes d'accalmie, la classe ouvrière doit les employer à préparer les luttes de l'avenir. Nous sommes entre deux guerres. La « grande » guerre impérialiste domine notre passé. Les armements, les rivalités de puissances, les jeux perfides de la diplomatie, les intérêts formidables des groupements impérialistes qui se partagent un monde où le sol commence à se dérober sous leurs pieds, préparent méthodiquement sous nos yeux la guerre future.

A diverses reprises, au cours des dernières années, le problème de la guerre s'est posé dans l'agitation. Pas une seule fois il n'a été scruté à fond. Les organisations du prolétariat semblent dominées par le penchant à l'inertie qui nous porte à « laisser mûrir les événements » (on verra bien !). On s'est le plus souvent borné à la répétition des formules générales du socialisme international contre la guerre et de quelques pensées, bien frappées, de Lénine. L'erreur me semble grande. La répétition pure et simple et même le développement habile des formules les plus justes de l'avant-guerre et des premières années de l'après-guerre ne suffisent certes plus même à esquisser une solution au problème de la guerre. Toutes les données du problème se sont, en effet, profondément modifiées. Rien n'est aussi incompatible avec la discipline intellectuelle qui nous est enseignée par Marx et Lénine que la répétition pure et simple de formules dépassées. Un examen même sommaire des conditions nouvelles, dans lesquelles se pose désormais le problème, suffira, je l'espère, à y faire réfléchir les militants — et tous ceux qui pensent à l'avenir des hommes.

**

Avant 1914, la doctrine révolutionnaire était d'un beau radicalisme verbal. La grève générale et l'insurrection répondaient à la déclaration de guerre. Journées de la grande peur et du grand

reniement, les premières journées d'août 1914 firent bonne justice de cette illusion.

Au cours des dernières années, la doctrine communiste a, sur ce point, tenu presque en entier dans un document remarquable rédigé par Lénine le 4 décembre 1922 à l'intention de la délégation russe au Congrès de la Paix de la Haye, organisé cette année là par la Fédération Syndicale d'Amsterdam. Ce document, publié pour la première fois en français deux années plus tard, a souvent été reproduit depuis (1). C'est une page sévère de réalisme prolétarien. Les « résolutions désespérément sottes et futiles des Congrès ouvriers », y sont traitées avec le mépris que mérite tout verbalisme à prétention révolutionnaire. Lénine souligne l'actualité constante du péril de guerre, nous engage à l'étudier et à le prévoir sous tous ses aspects, nous invite à résoudre clairement aux yeux des masses les problèmes de la défense nationale et du défaitisme (est-ce fait?), nous rappelle la nécessité de l'organisation illégale. Ce document n'est, soulignons-le, ni un article destiné à la publicité, ni une thèse. C'est une *note pour mémoire*. Il est évident que Lénine y exprime non sa pensée tout entière sur la guerre — pensée qu'il suppose familière à ses camarades — mais les idées sur lesquelles l'actualité l'incite à porter son attention. Plusieurs phrases s'y trouvent, plusieurs phrases justes dont la répétition mécanique, c'est-à-dire l'application à des circonstances modifiées, pourrait être extrêmement dangereuses. Elles ont produit une profonde impression. Les voici :

« Répondre à la guerre par la grève est impossible, tout autant que d'y répondre par la révolution, au sens le plus simple, littéral de ces expressions. »

« Le boycottage de la guerre est une sottise phrase. Les communistes *devront marcher* dans toute guerre réactionnaire. »

Lénine dit encore que « la *défense nationale* devient une question inéluctable destinée à être inéluctablement tranchée par la classe ouvrière en faveur de sa bourgeoisie. »

Il pense qu'« à l'occasion, dans la plupart des pays, la presse communiste *se déshonorerait* sûrement aussi. »

(1) A notre connaissance, ce document est à peu près inconnu des communistes français. — N. d. l. r.

L'essentiel de sa pensée positive tient dans ces mots :

« La seule façon de combattre la guerre (c'est) la formation et le maintien d'organisations illégales, pour une action prolongée contre la guerre, de tous les révolutionnaires participant à la guerre. »

Nous pensons que s'il faut se garder de la répétition mécanique des premières formules, la dernière phrase citée renferme, pour longtemps encore, toute notre vérité pratique. Disons tout de suite qu'elle est notre conclusion : les développements qui suivent feront, croyons-nous, ressortir cette conclusion avec une force nouvelle.

**

D'immenses changements se sont produits dans le monde, depuis 1914. Les plus décisifs sont : la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, l'aggravation de la lutte des classes dans tous les pays civilisés, le réveil des peuples opprimés des colonies et des demi-colonies, la répartition nouvelle des richesses (hégémonie financière des Etats-Unis), le développement nouveau de la technique militaire (aviation, chimie, industrialisation de la guerre).

Poser dans ces conditions le problème de la guerre, dans les termes où il se posait autrefois, avant Verdun, avant l'Octobre rouge, avant la Turquie d'Anatolie, avant la République de Canton, avant l'ypérite et les nouveaux plans de mobilisation industrielle, serait d'une naïveté vraiment impardonnable. Tout a changé. Bien des choses ont changé à notre avantage.

A la condition que nous le sachions bien.

L'ennemi le sait.

La technique même de la guerre rend de plus en plus difficile la distinction des combattants et des non combattants. Dans la dernière guerre il y eut — je crois — derrière chaque tireur allongé au créneau de sa tranchée cinq soldats ou travailleurs absorbés par les besognes industrielles et par l'organisation même du massacre. Le nombre des travailleurs derrière les combattants grandira sans doute avec la mécanisation des tueries. La guerre se fait désormais à l'usine, plus qu'au champ de bataille. L'un est le prolongement de l'autre. Et c'est l'usine qui vainc, en définitive, la valeur des soldats et le talent des états-majors *étant à son service*. Il en résulte que les centres industriels sont, beaucoup plus que les forteresses, les points vulnérables d'un pays, les points où l'on cherchera à lui porter les coups mortels ; et qu'une bonne mobilisation industrielle est la condition absolue des opérations. Corollaires : la guerre commencera par la mobilisation de la nation entière ; et la vie

du prolétariat *tout entier* sera menacée, car il s'agira pour l'ennemi de la destruction pure et simple des centres industriels, objectif que le développement de l'aviation et de l'arme chimique permet d'atteindre.

Ainsi, l'existence même du prolétariat sera, dès la première minute, l'enjeu du duel des puissances.

La France, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Belgique, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, le Japon, les Etats-Unis ont mis au point des organisations destinées à procéder avec célérité à la mobilisation de la nation entière, pour la guerre. On dit la nation entière, mais il s'agit essentiellement du travail, c'est-à-dire des prolétaires et des techniciens. Dans la guerre moderne, l'Etat capitaliste n'est plus qu'une vaste usine à fabriquer de la mort.

Dans la guerre de l'avenir, la mobilisation de l'arrière aura autant d'importance que celle des troupes proprement dites. Tout est prévu. A chaque usine, à chaque atelier sa tâche : à chaque homme sa fonction. Pas une machine n'est omise sur les inventaires. Et dans la mise en train de la machine à tuer ainsi bâtie, il va de soi que les appareils de la coercition donneront les premiers.

Car il va de soi que les « plans d'organisation de la nation pour le temps de guerre » commencent par le chapitre de la répression. Vaste et délicate, la mobilisation industrielle exige que le prolétariat soit réduit à l'obéissance passive. Elle doit commencer par une agression foudroyante contre les organisations de l'avant-garde ouvrière, parti, syndicats révolutionnaires, coopératives, etc. En un mot, la mobilisation doit être, sera l'étranglement du prolétariat.

Telle est la logique même de la préparation à la guerre. Les gouvernants le savent. Cette logique est la leur.

**

D'autres raisons des plus sérieuses puisées dans les avantages mêmes que l'histoire offre désormais au prolétariat, nous confirment dans ces prévisions.

En 1914, la guerre fut précédée et suivie d'une action extrêmement puissante exercée par leurs gouvernants sur l'opinion publique : ce fut la mobilisation des consciences. Il fallut fournir aux peuples des idéologies de guerre, assez convaincantes, assez impérieuses pour que l'on conduisit en leur nom des millions d'hommes aux abattoirs. La mobilisation des consciences fut rendue possible par le concours des intellectuels qui se révélèrent aux heures décisives de bons serviteurs de l'ordre bourgeois, par le monopole de la presse, par la trahison du socialisme inter-

national et surtout par le jeu même des facteurs psychologiques de l'époque. Les idées de Démocratie, de Droit des Nationalités, de Civilisation, fournirent à l'impérialisme des Alliés une justification efficace ; la Civilisation, le Droit, la Mission des peuples germaniques rendirent le même service aux Empires Centraux. Les devoirs des Latins, des Slaves, des Anglo-Saxons, des Américains, des Germains servirent des deux côtés du front. On ne peut pas conduire les masses à la mort et à l'assassinat sans justifier à leurs yeux par de grandes idées, la loi de mort et d'assassinat. L'impossibilité de mobiliser les consciences des travailleurs contre la révolution russe a fait échouer l'intervention contre les Soviets. La difficulté grandissante de mobiliser les consciences pour des guerres coloniales, depuis que la III^e Internationale s'est solidarisée au nom des prolétaires les plus conscients des deux mondes avec les peuples des colonies, a empêché l'Angleterre de soumettre la Turquie nouvelle et de « rétablir l'ordre » à Canton.

Et c'est ici que nous apparaît un fait nouveau d'une portée incalculable. Il semble que la bourgeoisie ait épuisé de 1914 à 1920 ses ressources idéologiques. Il est certain que ni la « Démocratie » ni le « Droit des Nationalités », ni la « Défense de la Civilisation », ni la théorie de la « dernière guerre », ni même, illusion suprême, l'affirmation que « le Vaincu paiera » ne peuvent plus resservir (2). Il est vraisemblable que le Japon et les Etats-Unis, belligérants probables de demain, sauront improviser de vigoureuses idéologies de guerre. Il est à peu près certain que les bourgeoisies européennes ne le peuvent plus.

Le seul mot d'ordre capable de galvaniser la bourgeoisie et une notable partie des classes moyennes est celui de l'antibolchévisme — ou de la contre-révolution : défense des Biens, défense des Riches — : mot d'ordre de guerre civile et non de guerre d'Etats. Les nécessités de la répression, premier acte de toute mobilisation, obligeront sans doute les gouvernants à exploiter à fond l'antibolchévisme, afin de réaliser contre l'avant-garde du prolétariat, la coalition de toutes les forces de conservation sociale. Nous revenons par ce détour à la prévision déjà formulée : la guerre devra commencer par une passe de guerre civile.

Et la bourgeoisie se trouvera au début mise, de par sa carence intellectuelle, dans la nécessité de frapper vite et fort avec des chances de succès sensiblement amoindries.

(2) Les causes profondes de cette usure idéologique sont à rechercher dans le développement social tout entier, à son tour régi par celui des facteurs économiques et de la lutte des classes. Ce n'est pas le lieu de les approfondir.

S'il n'y a pas, en effet, d'idéologie de guerre susceptible d'entraîner les masses populaires, il y a par contre une idéologie révolutionnaire susceptible de les faire passer — le prolétariat conscient étant sous leurs yeux l'objet d'une attaque brusquée — de la résistance à la révolte.

Le moment de la mobilisation n'est plus dès lors pour l'Etat bourgeois cette apogée de puissance, en laquelle c'eût été, pour le prolétariat, folie que de l'affronter. C'est au contraire une phase difficile et dangereuse de la lutte des classes. L'avantage remporté à ce moment peut être décisif. Si, en effet, l'offensive brusquée — brusquée, car l'ennemi ne renoncera certes pas aux bénéfices de la surprise — de la contre-révolution préventive mâte à ce moment la classe ouvrière ce ne sera pas sans s'efforcer de tirer de sa victoire les plus grands avantages et le prolétariat risque bien de n'être plus ensuite, pendant une assez longue période, un facteur politique agissant. Si, par contre, la résistance prolétarienne inflige un échec, même partiel, aux desseins des dirigeants, l'avenir du mouvement révolutionnaire est sauvegardé ; des positions importantes lui sont acquises ; un état d'esprit de classe qui se sent capable de vaincre, s'affirme chez les ouvriers ; — soulignons, d'ailleurs, que l'hypothèse d'une résistance du prolétariat assailli, transformée par le succès en insurrection, ne peut pas être exclue *a priori*.

On voit quelles perspectives vastes et complexes sont à envisager.

La paix armée est un guet-apens. Plus encore que dans celles du passé, les Etats s'efforceront dans les luttes de l'avenir de brusquer, au dernier moment, les événements. La guerre doit être soudaine, l'offensive foudroyante : la théorie élémentaire de l'art de la guerre l'entend ainsi : surprendre l'ennemi. L'ennemi intérieur d'abord.

Nous arrivons à ces conclusions : Les événements surprendront un jour les masses par leur soudaineté. Le prolétariat sera pris par surprise : premier acte de la mobilisation. Ce sera la ruée — savamment organisée — de la police, des cadres de l'armée, des troupes sûres, de quelques troupes coloniales au besoin, des bandes fascistes, sur ses organisations de classe. Pourra-t-il être question à ce moment de répondre à la guerre par la grève générale ou l'insurrection ? Certes, non. La vieille théorie, raillée par Lénine, de l'offensive du prolétariat contre la guerre, n'est pas de mise. Mais il faudra que le prolétariat se défende. Et nul ne peut prévoir où le mènera sa défensive : elle peut le mener très loin. Il devra, en tout cas — c'est là son moindre objectif — s'efforcer de sauver coûte que coûte ses organisations illégales, ses cadres,

ses chefs, ses têtes les plus précieuses. Nous n'avons pas le droit d'espérer que la bourgeoisie négligera de fusiller au début d'une guerre les futurs Lénine et les futurs Trotsky.

Le développement de la lutte des classes est tel, malgré la stabilisation relative du capitalisme européen, que la formule de Lénine, datée de 1922 : « Les communistes devront marcher dans toute guerre réactionnaire », semble, en un certain sens tout au moins dépassée.

Retenons l'avertissement qu'elle comporte contre la phrase révolutionnaire, contre les illusions sur notre propre force. Mais laissera-t-on les communistes marcher ? Bien hardi qui l'affirmerait. La conscience de classe de la bourgeoisie a fait, depuis la révolution d'octobre, des progrès qu'il n'est pas permis de méconnaître. Certes, on ne *supprime* pas des partis de masses : mais on les décime très bien. La défaite du prolétariat italien est à cet égard édifiante. Certes, on n'arrête pas le cours de l'histoire ; mais on le retarde. La bourgeoisie européenne qui nous semblait condamnée en 1919 a obtenu un sursis. Il n'y a pas de fatalité révolutionnaire.

Je ne fais qu'esquisser ces problèmes. Je les ai posés en juillet 1925 dans une série d'articles donnés à la *Correspondance Internationale* (3), et qui n'ont eu aucun écho (comme si ce sujet était négligeable !). Force m'est de me borner à indiquer dans ces pages sommaires des questions qui mériteraient, à elles seules, d'être spécialement posées. Ainsi : tous les arguments donnés plus haut sont *doublement* vrais dans l'hypothèse d'une guerre directe ou indirecte contre l'Union Soviétique.

Qu'il me soit permis de reproduire ici mes conclusions de l'an dernier :

« ...La guerre qui revient commencera par une bataille de classes. Quels que soient ses objectifs elle sera, du commencement, à la fin, dans une large mesure, une guerre civile. En ce sens, plus encore que par ses destructions et ses hécatombes, elle sera la deuxième tentative de suicide du monde capitaliste. Par la misère brutalement infligée, par le travail forcé dans ses usines de mort, par la terreur blanche, par l'horreur de ses massacres, elle libérera tôt ou tard les énergies révolutionnaires du prolétariat entier, de la paysannerie pauvre, des classes moyennes broyées dans la meule... Les révolutionnaires qui auront tenu jusque-là vaincraient. Il s'agit de tenir jusque-là. Au premier jour de la guerre, si ce n'est auparavant, les partis com-

munistes légaux seront écrasés. Pour combattre la guerre et tenir malgré la guerre, il faut l'organisation sérieuse, bien centralisée, mais souple et déliée, avertie, active, inlassable, l'organisation soustraite à la vigilance des Sûretés Générales et de la presse bourgeoise auxiliaire des Sûretés Générales. L'organisation souterraine. Il faut des taupinières dans la lutte des classes. A de certaines heures les têtes qui dépasseront les parapets des tranchées de l'illégalité recevront leur ration de plomb aussi sûrement qu'en première ligne de feu.

« ...La propagande contre la guerre doit être renouée, recommencée, conçue avec beaucoup plus de précision pratique que par le passé, dégagée des lieux communs hérités de celle d'avant-guerre. L'étude et la divulgation des préparatifs de guerre de la bourgeoisie lui ouvriraient de riches possibilités. Et c'est en fin de compte ce que demandait Lénine en 1922.

« Que savons-nous des plans de la mobilisation civile ?... Que savons-nous de la technique de la répression apprêtée contre nous ?

« Si par un nouveau cataclysme la société capitaliste achève de se suicider, ce sera au prolétariat d'en reprendre, sur des ruines ensanglantées, la succession... Dans la prochaine guerre, il sera beaucoup plus difficile — sinon impossible — qu'il ne le fut dans la récente, de limiter les destructions... Les pays entiers transformés en usines de mort dévoreront des nations entières...

« Les intérêts véritables des nations, de la culture, de l'avenir ne sont plus défendus que par le prolétariat révolutionnaire. Grande vérité dont pourrait naître un grand péril. Rien n'est fatal dans l'histoire du temps présent. Ni le suicide de la société capitaliste, ni la victoire salvatrice du travail. L'organisation, la conscience, la volonté, l'intelligence des classes en lutte sont aussi des facteurs déterminants de l'histoire. La bourgeoisie aura quelque jour creusé sa propre fosse : pour qu'elle y choie, il faudra qu'on l'y pousse. Il faudra le coup d'épaulé résolu du prolétaire casqué et masqué pour la guerre. Le drame ne se dénouera pas de lui-même. Nous serions insensés de nous fier à la fatalité des événements : et rien n'est plus contraire à l'esprit communiste. La guerre portera pour les classes possédantes, coupables de toutes les guerres modernes, son châtement en elle-même. Mais ce ne sera vrai que si le prolétariat accomplit consciemment sa mission. S'il voit clair. S'il se prépare à l'avance. S'il ne se laisse pas surprendre. S'il se pose à temps tous les problèmes de la préparation à la guerre. »

VICTOR-SERGE.

Leningrad, août 1926.

(2) *La guerre qui revient*, *Correspondance Internationale*, N^{os} 72 à 81. Vienne, juillet-août 1925.

Où va la Chine ⁽¹⁾

Le « Désastre blanc ». — L'évolution du mouvement national vers la lutte des classes. — Les groupements militaires en présence. — Une intervention des puissances est-elle possible ? —
Pan-asiatisme et communisme

L'historien japonais Okakura (Kakuzo) a consacré dans un de ses livres un chapitre entier à ce qu'il appelle « le désastre blanc » (1). Bien qu'écrites il y a environ une vingtaine d'années, ces pages prennent en face des événements actuels de la Chine une importance telle, que je pense nécessaire d'en faire ici quelques citations.

« ...Avec une soif, que les myriades de victimes faites dans ses propres contrées n'ont pas apaisée, l'Occident cherche à faire sa proie de l'Orient. L'emprise de l'Europe sur l'Asie ne signifie pas seulement l'imposition d'idées sociales que l'Orient tient pour brutales sinon barbares, mais encore le renversement de toutes lois et autorités existantes. Les navires occidentaux, qui apportèrent leur civilisation, nous apportèrent aussi des conquêtes, des protectorats, des juridictions extra-territoriales, des sphères d'influence, et combien d'autres dégradations, jusqu'à ce que le nom d'Oriental fut devenu un synonyme de dégénéré et le mot « indigène » une épithète pour des esclaves. »

« ...L'augmentation du crédit et du capital qui se produisit pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, stimule l'esprit d'invention de l'industrialisme européen. Le charbon remplace le bois dans les fonderies; la navette mécanique, les métiers à filer et à tisser et les machines à vapeur surgissent, telle une armée formidable. Le commercialisme rend la vie même de l'Occident dépendante des marchés qu'il peut trouver pour ses produits. Son rôle maintenant est de vendre, celui de l'Orient d'acheter. La guerre est déclarée dans ses manufactures et les protestations de ses hommes d'Etat les plus humains, se perdent dans le bruit assourdissant de ses machines. Que

peut le commerce individualisé de l'Orient contre les batteries foudroyantes d'un commerce organisé ? Le bon marché et la concurrence, comme des mitrailleuses sous la protection desquelles il avance, fauchent les métiers et les arts. La vie économique de l'Orient fondée sur la terre et le travail, privée par une action diplomatique arbitraire d'un tarif de protection, succombe devant la coalition de la machine et du capital... »

J'ignore si Okakura, qui vint en Europe vers 1885, connaissait le « Manifeste communiste » de Marx et d'Engels. En tous cas, il est particulièrement intéressant de rapprocher des textes que je viens de citer ce passage-ci du Manifeste : « Par le rapide développement des instruments de production et des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et fait capituler les barbares les plus opiniâtement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elles la soi-disant civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image. »

L'intérêt d'un tel rapprochement apparaît tout entier dans les conclusions que nous sommes en droit d'en tirer.

Okakura envisageait bien sous un aspect social — qui est exactement celui du marxisme — les conséquences historiques qui devaient résulter pour l'Orient en général de la venue des occidentaux. — A l'époque où il écrivait, le problème était le même pour tous les peuples d'Orient — exception faite pour les Japonais dont il disait avec tristesse : « ...Nous sommes devenus si avides de nous identifier avec la civilisation européenne plutôt qu'avec la culture asiatique, que nos voisins continentaux nous considèrent comme des renégats ou mieux encore, comme l'incarnation du désastre blanc lui-même. » Okakura considérait en l'Oriental, en défenseur d'une civilisation basée sur un ordre social et sur une morale traditionnelles, la venue des occi-

(1) Voir mon précédent article dans le numéro 2 de *Clarté* : « La Libération de la Chine marquera le déclin de l'impérialisme et ouvrira l'ère des révolutions. »

(2) Okakura né en 1863 mort en 1913. Ses deux livres *les Idéaux de l'Orient* et *le Réveil du Japon* comptent parmi ceux qui peuvent nous permettre de comprendre le sens profond du mouvement naturaliste qui dresse actuellement les peuples d'Asie contre les impérialismes occidentaux.

dentaux. « Devant la coalition de la machine et du capital », ce n'était pas seulement la vie économique de l'Orient qui devait se transformer de fond en comble, mais encore les rapports sociaux de peuples entiers. Okakura, philosophe plus qu'historien, appelait cela « le désastre blanc ». A notre point de vue plus rigoureusement historique, le capitalisme occidental allait jouer en Orient un rôle essentiellement révolutionnaire.

Poussés par un besoin de débouchés toujours nouveaux, les Etats capitalistes, bien avant la fin du siècle dernier, avaient compris l'importance formidable de se réserver les marchés de Chine et de devenir les fournisseurs exclusifs d'un peuple de 500 millions de « consommateurs ». La difficulté consistait à s'installer dans les villes et à y ouvrir des comptoirs. La Chine pendant des siècles avait constitué un bloc fermé où jamais encore les étrangers n'avaient pu prendre solidement pied.

Dès le moyen âge pourtant, la richesse de la Chine fut connue des Européens. Les Portugais furent les premiers qui tentèrent des expéditions vers le Céleste Empire : ils atteignirent Canton en 1517. Accueillis avec bienveillance et traités en amis par les Chinois, les Portugais profitèrent de l'hospitalité qui leur fut offerte et de la liberté entière dont ils jouissaient pour organiser le vol à main armée. Ils ne tardèrent pas à exaspérer les Chinois par leur rapacité et leurs violences. Bientôt, les milices locales intervinrent et les Portugais, expulsés de la Chine du Sud, furent relégués dans l'île de Macao où ils durent payer un tribut annuel. Dès lors, il fut interdit aux étrangers de résider à Canton. Jusqu'au milieu du siècle dernier, tandis que successivement l'Amérique, l'Afrique, l'Océanie s'ouvraient peu à peu par l'invasion, la colonisation ou l'émigration, aux Etats capitalistes, la Chine demeurait obstinément fermée, restait en dehors du trafic et de la civilisation européenne. L'Angleterre dont l'impérialisme grandissant ne connaissait déjà plus de bornes, fut la première qui campa ses navires de guerre en face des ports chinois. Sous la protection des canons, de sa flotte, débarquèrent ses marchands et ses missionnaires. Le premier produit dont elle imposa par la guerre l'usage aux Chinois fut l'opium.

Depuis l'année 1842, l'histoire de la Chine n'est plus que l'histoire d'une lutte sans merci entre les impérialismes envahisseurs et le peuple chinois se révolutionnalisant peu à peu ; cette lutte depuis quelque temps prend un sens aigu de lutte de classe, tend de plus en plus à s'identifier avec la lutte générale que dans toutes les parties du monde, le prolétariat avec des alternatives de victoires et de défaites, mène contre la bourgeoisie. Tandis que les éléments intellectuels recrutés au sein de l'ancienne société en sont encore au premier stade de la lutte pour l'émancipation nationale (sans se rendre bien

compte que le seul fait qu'ils mènent cette lutte avec des idées et des armes empruntées à la philosophie même et aux arsenaux des envahisseurs porte un coup terrible aux principes traditionnels au nom desquels ils sont entrés dans la bataille), la classe ouvrière chinoise accède de plain pied à la lutte pour le renversement total de l'ordre économique et moral instauré dans le monde par la bourgeoisie.

Okakura opposait deux civilisations l'une à l'autre. C'est ce thème qui est repris depuis quelques années par des intellectuels européens lorsqu'ils posent le dilemme Orient-Occident. En vérité, pour nous, ce dilemme n'existe pas. Une vieille civilisation disparaît ; une nouvelle conditionnée par de nouveaux rapports économiques lui succède ; mais deux vieilles civilisations ne s'opposent pas irréductiblement l'une à l'autre ; le Japon nous en fournit un exemple qui a pu accommoder le mode de production capitaliste occidental avec ses traditions nationales et ses lois morales ; ou plus justement passer d'un Etat féodal à un Etat bourgeois, laissant subsister les illusions religieuses et les coutumes des classes exploitées.

Okakura posait le dilemme en oriental et en bourgeois japonais. Il écrivait : « Que signifient les combinaisons étranges réalisées par l'Europe ? L'hôpital et la torpille ; le missionnaire Chrétien et l'Impérialisme. » Et il ajoutait : « De telles contradictions n'existaient pas dans l'antique civilisation de l'Orient. Telles ne furent pas les idéaux de la restauration japonaise, tel n'est pas le but de sa réforme. » Dans un chapitre précédent, il disait : « Nous serons plus disposés que jamais à apprendre et à nous assimiler ce que l'Occident peut nous offrir, mais nous ne devons pas oublier que notre droit au respect réside dans l'observance fidèle de nos propres idéaux. » Nous affirmons nous que l'hôpital et la torpille sont les fruits d'une même civilisation parce que cette civilisation porte en elle les épidémies et les massacres : nous disons aussi que le missionnaire chrétien est le frère du général, du banquier et de l'usinier, car il n'est aucune idéologie qui, dans le monde capitaliste, si elle ne s'oppose pas violemment et irréductiblement à l'idéologie bourgeoise, ne serve finalement et ne contribue à renforcer la bourgeoisie régnante.

Or, le fait nouveau dans la lutte gigantesque qui dresse actuellement en Chine contre les Etats impérialistes et les généraux à leur solde un peuple immense, c'est que le pivot de tout le mouvement national c'est la classe ouvrière chinoise.

L'évolution du mouvement national vers la lutte des classes

Revenons sur l'évolution du mouvement national en Chine. La première révolte organisée contre les étrangers fut celle des Tai-Ping en 1860 dans la

vallée du Tsé-Kiang. Ecrasés par les canons anglais, les Tai-Ping qui avaient essayé de barrer la route du fleuve à l'envahisseur, se dispersèrent un peu partout à travers la Chine. Des sociétés secrètes se formèrent dans toutes les provinces, soutenues ouvertement par la dynastie mandchoue qui régnait à Pékin. Une vaste conspiration fut ourdie contre les étrangers. La masse des insurgés désignée sous le nom de Y-Ho-Touan était composée surtout d'éléments paysans. L'insurrection éclata à l'arrivée des Boxers dans la capitale, dans les derniers mois de l'année 1899. Quelques étrangers furent massacrés dans les rues et le quartier des ambassades assiégé. Une expédition internationale sous les ordres d'un général allemand fut organisée par les puissances. Pékin fut prise et pillée ; les représailles furent féroces, plus de cent mille innocents furent décapités ou fusillés et une indemnité fixée primitivement à 450 millions de taels (soit 1 milliard 687 millions de francs-or), mais qui, en réalité, dépassa le double de cette somme fut imposée à la Chine par 13 puissances. Dès l'arrivée des troupes interalliées, la Cour avait trahi les insurgés ; les troupes régulières chinoises participèrent même à la répression.

Le mouvement national change alors de pivot. Il cesse d'être dirigé par Pékin qui, en 1900, a déjà partie liée avec les puissances. Le Kouo-Min-Tang se fonde avec des éléments intellectuels appartenant à une élite chinoise d'idées avancées. Son but est l'unification de la Chine selon les principes des démocraties républicaines les plus libérales d'Europe et d'Amérique. Sun-Yat-Sen entreprend la lutte contre la dynastie mandchoue de Pékin parce que cette dynastie impuissante, sans autorité sur le pays favorise l'anarchie de la Chine et sert les intérêts des puissances étrangères. Après une longue série de tentatives insurrectionnelles le Kouo-Min-Tang prend la tête de la révolution de 1911. La république chinoise est fondée. Mais aussitôt cette république succombe sous les intrigues nouées autour d'elle par les puissances étrangères. La diplomatie corruptrice sème la discorde au camp des républicains, choisit et achète ses hommes. Elle pousse au pouvoir Yuan-Tché-Kaï et le dresse contre Sun-Yat-Sen. Bientôt la rupture se produit entre le Kouo-Min-Tang et le gouvernement républicain. Les étrangers plus puissants que jamais s'installent solidement sur le territoire chinois.

Ainsi échoue cette deuxième tentative pour secouer le joug des étrangers. Dès lors, le mouvement national va entrer dans un troisième stade. En 1915, un gouvernement provisoire s'établit à Canton et en 1919 se forme la Confédération des Etats du Sud. Sun-Yat-Sen en est le président. Tout d'abord, les Etats européens préoccupés par la guerre européenne ne prêtèrent qu'une attention secondaire à la rupture entre quelques provinces

du Sud et le gouvernement central de Pékin. Ils n'avaient aucune raison de ne pas penser au contraire que cette nouvelle scission servait leurs intérêts qui étaient de se trouver en face d'une Chine divisée et morcelée en une infinité de petits gouvernements provinciaux.

D'ailleurs Canton était un port ouvert qu'il était facile aux Anglais installés à Hong-Kong de tenir sous le feu de leurs canons.

Mais Sun-Yat-Sen avait médité sur les erreurs de la révolution de 1911. L'exemple de la révolution russe en 1917 acheva de lui faire comprendre que la lutte pour la libération de la Chine devait être liée à la lutte révolutionnaire des masses contre leurs exploiters étrangers. Le Kouo-Min-Tang s'appuie alors sur le prolétariat chinois. Mêlés aux ouvriers, les étudiants fomentent les premières grèves ; ils organisent des syndicats, ouvrent des cercles ouvriers et des coopératives. Bientôt, la classe ouvrière chinoise devient l'élément le plus actif du mouvement révolutionnaire et cette classe ouvrière se tourne résolument vers Moscou. Un parti communiste se fonde ; les syndicats adhèrent à l'I. S. R. Canton va devenir la capitale rouge dont partiront les grands mouvements populaires, où s'organiserait une armée nationale dont l'influence va grandir au fur et à mesure que s'affirmeront ses succès contre les généraux à la solde des puissances étrangères. Chacune des victoires de l'armée populaire retentit dans l'immense Chine comme une étape vers la libération définitive. Ces temps derniers, la lutte est entrée dans une phase aiguë et revêt un caractère de gravité exceptionnel étant donné les forces en présence et l'enjeu.

L'exemple de la grève de Hong-Kong

Un exemple de la vigueur avec laquelle le prolétariat chinois mène la lutte contre les impérialistes nous est fourni par la fameuse grève de Hong-Kong qui vient après dix-huit mois de prendre fin. On sait que depuis juin 1925 plus de 200.000 ouvriers travaillant dans les filatures de Hong-Kong et de Canton se mirent en grève pour protester contre les événements sanglants de Shanghai ou de nombreux ouvriers chinois furent assassinés lâchement par des Anglais.

Le boycott des marchandises anglaises fut décidé non seulement à Canton et à Hong-Kong, mais encore dans toute la province du Kwan-Tung. Des piquets de grévistes armés — que les Anglais appellèrent, pour les mieux fusiller, bandits — postés dans les ports, à l'embouchure et le long des rivières, dans les gares s'opposaient par la force au débarquement de toutes marchandises en provenance d'un navire anglais ou entreposées à Hong-Kong. Les pertes subies par le commerce bri-

tannique furent immenses, d'autant plus que le boycott ne tarda pas à s'étendre aux provinces voisines, partout où prédominait l'influence de Kouo-Min-Tang. Malgré les torpilleurs et les canonnières anglaises, malgré l'occupation du môle du port de Canton par des troupes d'occupation britannique, malgré la tentative faite par le toukiun Chen-Shui-Ming à la solde de l'Angleterre pour s'emparer du Kwan-Tung et isoler Canton, malgré les souffrances effroyables endurées par les ouvriers grévistes et la répression impitoyable (plus de 880 grévistes sont morts de misère et 125 ont été tués par les Anglais ou par la milice des propriétaires fonciers chinois), le boycott fut rendu terriblement effectif.

L'histoire des négociations au sujet de cette grève entre les délégués de Canton et les représentants du gouvernement anglais de Hong-Kong, qui après avoir été déjà rompues reprirent du 15 au 23 juillet de cette année, mérite d'être connue.

Le gouvernement cantonnais voulait que ce fussent des négociations de grève, tandis que celui de Hong-Kong affirmait qu'il s'agissait du boycott. Cela signifiait que les Anglais niaient tout simplement le conflit entre ouvriers chinois et patronat et voulaient esquiver le paiement de toute indemnité en faveur des 200.000 ouvriers, en grève depuis juin 1925. Les délégués chinois proposèrent que les causes de la grève fussent inscrites comme premier point de l'ordre du jour. Ils déclarèrent que cette grève avait éclaté par suite du massacre — perpétré par les Anglais le 23 juin 1925 — à Shanghai. Par là, ils voulaient démontrer que les Anglais devaient payer des indemnités de grève aux ouvriers. Les délégués de Hong-Kong ripostèrent qu'ils s'étaient trouvés dans la défensive aussi bien le 30 mai que le 23 juin 1925 et qu'ils considéraient la grève comme provoquée violemment par quelques personnes. Les délégués de Canton proposèrent alors la nomination d'une commission d'enquête internationale. Entre temps, les gouvernements de Canton et de Hong-Kong devaient indemniser en commun les grévistes et après constatation de la culpabilité, le gouvernement coupable devait seul payer les frais d'indemnité. Sur la première proposition, les Anglais demandèrent des instructions au gouvernement de Londres. La deuxième fut immédiatement repoussée. Ils déclarèrent vouloir accorder au gouvernement de Canton un emprunt de dix millions de dollars pour la reconstruction économique, à la condition que le contrôle de toutes les entreprises fondées avec l'argent de l'emprunt leur serait remis et que cesse immédiatement le boycott contre l'Angleterre. Cette offre revenait à proposer au gouvernement de Canton un pacte de trahison à l'égard du mouvement national. Les délégués repoussèrent immédiatement cette offre, et les négociations furent ajournées.

Il est significatif de constater que durant toute la

durée du conflit, les patrons chinois réclamèrent contre leurs ouvriers l'appui et le secours des forces militaires britanniques. Déjà en 1924, Sun-Yat-Sen ayant engagé la lutte contre la caste des riches marchands cantonnais et ces derniers s'étant révoltés, le gouverneur de Hong-Kong à leur appel avait menacé Sun-Yat-Sen de faire bombarder Canton, Sun-Yat-Sen ne se laissa pas impressionner par la menace, vainquit la sédition et les Anglais n'osèrent pas bombarder Canton. Mais de tels faits indiquent clairement à quel degré le mouvement révolutionnaire actuel est déterminé par la lutte des classes.

Tout récemment, on sait que le gouvernement de Canton a décidé de lever le boycott (3). Cette décision d'ailleurs a été imposée au Kouo-Min-Tang par la gravité des événements et la nécessité de concentrer toutes ses forces dans la lutte engagée par les armées nationales contre les forces contre-révolutionnaires de Ou-Pei-Fou et d'enlever à l'Angleterre tout prétexte réel pour intervenir directement contre Canton.

Les groupements militaires en présence

Dans mon récent article, je disais que la guerre civile ne pouvait tarder à reprendre en Chine. Elle a effectivement repris avec la violence que l'on sait. Il est donc à tous égards intéressant de déterminer quelles sont aujourd'hui les forces en présence.

Etudiant la situation des différents groupements militaires, Ivine déterminait ainsi la position, l'influence et les forces des principaux groupements opposés aux armées populaires nationales du général Chang-Kai-Sheek :

« Le groupe de Moukden, dirigé par Tchang-Tso-Lin. Ce groupement domine, outre les trois provinces de la Mandchourie, avec sa population de 18 millions d'habitants, la province de Chantung, avec une population de 30 à 40 millions d'habitants et presque toute la province du Shili, comprenant 40 millions d'habitants. Ainsi le groupe de Moukden domine une population d'environ 70 à 80 millions d'habitants.

« Le groupe de Ou-Pei-Fou. Jusqu'à la défaite

(3) Voici d'ailleurs le texte de la note notifiée il y a trois semaines environ aux autorités britanniques de Hong-Kong :

« Des mesures ont été prises avec le Comité de grève pour mettre un terme au boycottage. Jusqu'à quel point cette décision amènera-t-elle le rétablissement des relations commerciales sino-britanniques ? Cela doit dépendre de la politique et des actes de la Grande-Bretagne et de la manière dont elle comprendra le nationalisme chinois, ses idées et sa force, comme principes d'énergie dans l'œuvre d'unification et de modernisation de la Chine. »

d'Houan-Yang, la base principale de ce groupe était la province de Hou-Pé, ainsi que la province de Ho-Nan, soit un territoire comprenant une population de 60 à 65 millions d'habitants. Ce groupe domine également la province de Se-Tchouen, avec une population de 60 à 70 millions d'habitants.

« Le groupe de Sun-Tchang-Fang. Ce groupe domine cinq provinces importantes : la province de Kiang-Sou (34 millions d'habitants), la province de Ngan-Houei (20 millions d'habitants), la province de Tchê-Kiang (22 millions d'habitants), la province de Kiang-Si (24 millions d'habitants) et la province de Fou-Kien (13 millions d'habitants), soit un territoire comprenant une population de plus de 100 millions d'habitants.

Outre ces trois principaux groupes, il faut mentionner encore le général Yen-Sin-Shan, qui a été, pendant la guerre, du côté des Alliés et domine la province de Shan-Si, comprenant 11 millions d'habitants, et le général Tang-She-Liau, qui domine la province de Yun-Nan (10 millions d'habitants). Aux dernières nouvelles, le général Tang-She-Liau est entré en guerre contre le gouvernement de Canton et prépare une expédition contre la province de Kuan-Si. Enfin, il faut aussi tenir compte du général Yang-Tsen-Sin, très faible au point de vue militaire, qui domine le Turkestan chinois, territoire immense qui ne compte qu'une population de 2 à 3 millions d'hommes. »

Comme l'on sait, les armées nationales, sous la pression de ses adversaires, ont perdu, au cours des

sept ou huit derniers mois, la moitié de la province de Shan-Si, les provinces de Ho-Nan et du Shili. Le territoire de la première armée nationale s'étend sur la province extraordinairement vaste de Shan-Si, qui ne compte qu'une population de 7 à 8 millions d'habitants, composée de Chinois et de Mongols, et du territoire de Tsu-Yu-Yan, que la première armée nationale commence à évacuer parce qu'elle se prépare à marcher dans la direction de la province de Hu-Pé, en passant par la province de Shan-Si, pour se joindre aux armées du gouvernement de Canton. En ce qui concerne les débris de

la deuxième et de la troisième armées nationales, ces armées n'ont pu conserver que la moitié de la province de Shan-Si, qu'elles défendent énergiquement contre le général Liang-Tchin-Huo.

Si les armées nationales ont perdu un territoire immense, comprenant une population de 60 à 70 millions d'habitants, le gouvernement de Canton a, pendant le même intervalle de temps, étendu son influence sur les provinces de Kuan-Si (12 millions d'habitants), de Ho-Nan (28 millions d'habitants) et de Kwei-Tcho (11 millions d'habitants), qui constituent avec la province de Kuan-Tung un territoire immense, comprenant une population d'environ 90 millions d'habitants. Les dernières victoires de l'armée de Canton placent sous le contrôle du gouver-

nement Kouo-Min-Tang la plus grande partie de la province centrale de Hu-Pé qui est traversée par les principales lignes de chemins de fer et par la principale voie de communication de la Chine, le fleuve Yang-Tsé-Kiang.

Après s'être emparé des trois villes sœurs : Han-Kéou, Hanyang et Wu-chang, les armées cantonnaises poursuivent leur avance, l'une vers le Nord, l'autre vers l'Est le long du Yang-Tsé dans la direction de Kiang-Si, et une troisième le long de la ligne de chemin de fer de Shu-Shov-Ping-Siang. Leur intention est de s'emparer de toute la province de Hu-Pé, pour empêcher une attaque de Ou-Pei-Fou et de Sun-Tchang-Fang contre les trois villes sœurs. Aux dernières nouvelles, les armées nationales du Nord de la Chine, qui s'étaient retirées der-

rière la passe de Han-Kéou, s'avancent sur le Ho-Nan. Nous pouvons, par conséquent, nous attendre à une jonction rapide des forces révolutionnaires du Nord et du Sud.

Actuellement, Ou-Pei-Fou n'entre plus en ligne de compte. Quant à l'armée de Sun-Tchang-Fang, elle est profondément divisée par des querelles intestines entre généraux. Cette situation est constatée par le journal anglais « North China Daily News », qui écrit avec tristesse : « Lequel de tous les généraux des cinq provinces du Yang-Tsé est vraiment fidèle à Sun-Tchang-Fang ? » Par ailleurs,



Carte de la Chine publiée par un journal anglais au moment des incidents de Wan-Hsien. En haut et à droite, la première flèche indique la marche des navires de guerre anglais vers Hankow (Han-Kéou), la seconde, le point extrême d'occupation des armées cantonnaises, la troisième le lieu où ont été saisis les navires anglais.

aussi bien parmi les auxiliaires de Ou-Pei-Fou que parmi ceux de Sun-Tchang-Fang, il en est beaucoup qui sympathisent avec Canton soit par opinions libérales, soit par haine des étrangers. C'est ainsi que le fameux incident entre Anglais et Chinois sur le Yank-Tsé-Kiang s'est produit avec un subordonné de Ou-Pei-Fou, le général Yang-Sen.

Une intervention des puissances est-elle possible?

Le plus grand danger qui menace les armées nationales, le plus immédiat surtout, est celui d'une intervention des puissances impérialistes sous la forme d'une expédition militaire contre Canton.

Plusieurs éléments sont entrés en ligne de compte jusqu'à ce jour qui ont refréné les ardeurs des plus ardents interventionnistes : d'abord les difficultés de réunir des puissances rivales, ayant en Chine des intérêts divergeants, en vue d'une action collective ; ensuite les dangers que comportent une telle intervention étant donné l'armement perfectionné et l'entraînement des armées chinoises ; enfin, les risques de se trouver en présence d'une Chine unie contre l'étranger, s'appuyant militairement et économiquement contre les impérialistes sur l'U. R. S. S., acceptant son alliance, et peut-être entrant sous un régime socialiste dans la confédération des républiques soviétiques.

Dans un récent article publié le 14 septembre dans le « New-York Herald », M. Georges B. Anderson, qui fut pendant dix ans consul général des Etats-Unis à Hong-Kong, commentait en ces termes les récents événements :

« Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les Puissances ne font rien pour faire respecter les traités et les intérêts de leurs nationaux. D'abord le désir de ne rien entreprendre qui puisse amener la guerre, ou des complications internationales. En outre, si la Chine réussissait à avoir un gouvernement centralisé, elle exigerait beaucoup plus de réformes que n'en promet le traité de Washington, réformes qui ne sont demandées actuellement que par quelques agitateurs.

« La conclusion est que le temps est passé où une puissance étrangère envoyait quelques marins dans un port chinois, forçait la Chine à s'exécuter, et s'en allait. Une expédition de ce genre, actuellement, à Canton, n'aurait pas de répercussion à Shanghai ou Hankéou, et n'affecterait Pékin que dans la mesure où cela diminuerait ses revenus ou son prestige. Il y a maintenant un sentiment national chinois avec lequel il faut compter.

« La situation est grave parce qu'actuellement il y a en Chine des milliers d'étrangers dispersés dans le pays, et dans les ports (missionnaires, commerçants, savants, touristes) aussi bien que des capitaux investis qui atteignent des centaines de millions de dollars. Or, sur ces citoyens et ces biens

étrangers, la nation chinoise unie pourrait exercer une vengeance que, si l'on en juge par les expériences anciennes de la Chine, l'imagination seule pourrait concevoir.

« Par-dessus tout, on se rend compte qu'une intervention en Chine dans de telles circonstances implique des responsabilités très graves au point de vue militaire. Depuis 15 ans, la guerre civile n'a pas cessée en Chine et toutes les provinces ont été atteintes. On ne sait pas au juste combien il y a d'hommes sous les armes. On disait 1.500.000. Peut-être plus. Mais en tous cas, il est certain qu'il y a des centaines de milliers de soldats qui ont subi le baptême du feu, qui ont fait toutes les guerres, et qui connaissent admirablement le terrain. L'armement de certaines des armées en compagnie est des meilleurs.

« ... Tout bien considéré, dans les conditions actuelles, la Chine peut immédiatement mettre en ligne contre une invasion étrangère, un demi-million d'hommes admirablement équipés. Mais, naturellement, les Puissances pourraient envahir la Chine, et assurer la protection des étrangers, peut-être même établir un gouvernement effectif à Pékin. « Sans doute aussi les rivalités empêcheront-elles une action combinée contre l'étranger ; le sentiment national est peut-être simplement un épouvantail. Toutefois, une Chine unie serait un danger réel, et suffisant pour empêcher toute action trop prompte. On peut envahir la Chine, mais ce serait une affaire coûteuse. Et quoi qu'il en soit, malgré la guerre civile, croît en Chine une force militaire (Canton) avec laquelle il va falloir compter. »

Telle est l'opinion américaine.

L'Angleterre elle, bien entendue, est favorable à toute intervention. Mais elle ne dispose guère que de sa flotte.

Mais surtout, il y a le Japon. Quelle attitude adoptera-t-il en face du conflit actuel ? De quelle façon, à quel moment interviendra-t-il ? On sait que le Japon s'appuie en Chine sur la seule force militaire qui puisse entrer en lutte avec les forces populaires : les armées du maréchal Tchang-Tso-Lin, et que, d'autre part, le gouvernement de Pékin est à ses ordres. Mais le Japon est-il disposé à une intervention aux côtés de l'Angleterre et des Etats-Unis ? Ce serait peut-être pour lui risquer prématurément une partie dont son hégémonie sur la Chine est l'enjeu. Depuis la Conférence de Washington où il dut évacuer le Chan-Toung, le Japon rêve de prendre sa revanche sur ses rivaux directs dans le Pacifique qui sont précisément l'Angleterre et les Etats-Unis et il ne peut que se réjouir intimement des désastres essuyés récemment par la Grande-Bretagne. Toute la politique du Japon a consisté à veiller au maintien d'un certain équilibre entre les forces militaires en présence, de

façon à les empêcher de devenir un danger pour lui.

Une défaite de Sun-Tchuan-Fang qui renforcerait singulièrement la puissance et le prestige des armées nationales l'inciterait-elle à intervenir à son tour contre Canton ?

Certes, Tchang-Tso-Lin ne demeure pas dans l'inaction à Moukden. Il renforce ses troupes et son armement. Ses arsenaux se garnissent abondamment. D'autre part, son récent coup de force contre le chemin de fer chinois de Mandchourie qui était entre les mains de l'U. R. S. S., sa brutale mainmise sur un matériel et sur un personnel appartenant aux Soviétiques est un acte d'hostilité déclaré contre la Russie rouge. Tchang-Tso-Lin, s'il n'est pas encore intervenu contre les armées nationales, manœuvre en tous cas pour empêcher une liaison de s'établir entre Moscou et Canton en s'emparant de la seule voie ferrée qui rattache la Chine à la Sibérie.

Pan-asiatisme et communisme

Cette politique correspond bien, en effet, par ce que nous avons pu déterminer de l'attitude du Japon aux intentions de cette puissance. L'impérialisme japonais a les yeux tournés non seulement vers la Chine, mais encore vers l'Asie tout entière. Le Japon rêve d'unifier l'Asie par le pan-asiatisme. Par conséquent, il est également prêt à combattre les puissances européennes et les Etats-Unis d'une part qui sont ses rivaux impérialistes les plus directs dans le Pacifique et, d'autre part, l'U. R. S. S. dont le rôle est d'éveiller au socialisme la masse immense des peuples asiatiques opprimés.

De quel côté se tournera la Chine ? Les liens qui l'unissent au Japon sont assez lâches. Depuis la guerre sino-japonaise et surtout depuis l'affaire du Chan-Toung, le peuple chinois confond dans la même haine le Japonais et l'Anglais, qui tous deux se présentent à lui sous le même aspect avec les mêmes canons, les mêmes soldats, qui tous deux l'accablent, le volent et l'exploitent avec la même rapacité. Bien au contraire, la Russie des Soviétiques, renonçant volontairement au profit du peuple chinois à tous les privilèges qui lui étaient conférés par les traités scélérats arrachés par la force

sous le régime tsarisme à la Chine, a été la première à traiter les Chinois en hommes libres et non plus en esclaves. L'U. R. S. S. a accueilli dans son Université d'Orient des étudiants chinois qui sont considérés, à Moscou avec les mêmes droits que les étudiants ouvriers russes ; ils peuvent affronter le régime gouvernemental de la première démocratie ouvrière avec le régime des démocraties bourgeoises. Un étudiant chinois libéral, M. Sia-Ting, dans une conférence faite à l'Association des anciens élèves de l'Ecole des Sciences politiques à Paris, disait à ses auditeurs bourgeois : « Chaque brutalité contre le peuple chinois est un choc qui fait entrer chez nous les idées et les conceptions bolcheviques. La Russie ne vise pas la conquête des terres, mais elle est plus ambitieuse : elle gagne les cerveaux... »

De son côté, le Kouo-Min-Tang se garde bien de perdre le contact avec les masses. Le Kouo-Min-Tang s'efforce de réaliser un véritable gouvernement démocratique, correspondant aux intérêts des paysans et des ouvriers, pour annuler les traités imposés à la Chine par les puissances impérialistes et secouer leur joug. Reprenant son programme dont les grandes lignes avaient été déterminées par Sun-Yat-Sen, le Kouo-Min-Tang vient de lancer le mot d'ordre de la convocation d'une Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale doit être précédée d'une conférence préliminaire dont le but est de proclamer l'annulation des traités impérialistes. En ce qui concerne les dettes vis-à-vis des puissances, la Conférence examinera si les emprunts ont été employés dans l'intérêt du peuple. Si oui, ils seront régularisés, si non, ils ne seront pas reconnus.

Pour réaliser ces tâches, le Kouo-Min-Tang a proposé de transporter à Hankéou le gouvernement de Canton.

L'importance de la réalisation de ce programme ne saurait échapper à personne. S'il était réalisé, la révolution socialiste aurait fait en Chine un progrès définitif et nul ne saurait entraver dès lors la marche du peuple chinois vers son émancipation totale qui marquerait du même coup un pas en avant de la révolution mondiale.

Marcel FOURRIER.



La grande grève des mineurs anglais

Événement dont la portée est incalculable, nous devons en étudier tous les aspects et en tirer les enseignements pour l'avenir de la révolution prolétarienne en Europe.

Le numéro de juin-juillet de l'« Internationale Communiste » met à notre disposition un ensemble de documents de premier ordre au sujet de la grève générale anglaise. Neuf articles écrits par Zinovief, J. Bryan, Manouïlsky, Trotzky, Palme Dutt, Spectator, Martinov, Thalheimer et Lozovsky, envisagent le problème dans toute sa profondeur, avec ses répercussions profondes dans l'ordre économique, historique, syndical et politique. Événement capital dont la portée est incalculable dans l'état actuel de stabilisation du capitalisme. Quoiqu'il soit très difficile, étant donné la position présente de l'Empire britannique, de dissocier absolument les différentes questions (crise houillère, métallurgique, Dominions, Extrême-Orient, etc.) qu'elle pose, la grève générale se dégage comme la plus importante et celle dont les conditions sont les plus définies : état des charbonnages, constitution des trade-unions, politique travailliste et impérialiste. C'est pourquoi il est possible d'envisager cette tendance séparément, comme celle qui atteint le plus directement l'Angleterre conservatrice et libérale.

La grève anglaise a éclaté dans une période de stabilisation du capitalisme

Le capitalisme est depuis 1923 dans un état de stabilisation qu'une des principales tâches de l'Internationale Communiste a été de définir. La tactique entière du mouvement ouvrier doit tenir compte de cette stabilisation. Il était nécessaire pour prévoir, et par conséquent diriger, les mouvements ouvriers anglais, allemands, français, etc., de soumettre cette apparente stabilisation à une minutieuse analyse ; les efforts de reconstruction, comme le plan Dawes, le plan des Experts, les règlements des dettes interalliées, les constitutions de cartels pour l'exploitation réorganisée de l'industrie, etc... passaient au premier plan des préoccupations du mouvement révolutionnaire. Sont-ce là les derniers efforts de la bourgeoisie, après lesquels il ne lui reste plus que l'issue de nouvelles guerres, ou sont-ce réellement les prémisses d'une stabilisation durable, premiers anneaux d'une chaîne nouvelle pour le prolétariat ? L'avenir proche du prolétariat, dans les quinze à vingt ans à venir, dépend de ces efforts

extrêmes que fait la bourgeoisie pour concilier ses propres crises intérieures avec une mainmise plus brutale que jamais sur l'ensemble des travailleurs. La grève générale anglaise, préparée depuis de longs mois, mûrie à l'avance, et éclatant brusquement, est d'un enseignement capital à cet égard.

La crise chronique dans laquelle le capitalisme se débat depuis 1919 réapparaît clairement, et la modification du statut houiller en Angleterre entraîne une série de conséquences très graves dans les autres branches industrielles, métallurgie, électricité, transports. Les plaies les plus vives sont remises à jour, et le fait est d'autant plus saillant que la lutte est engagée d'une façon délibérée, en dehors d'une période de crise extrême du capitalisme. La situation faite aux mineurs, de plus en plus dure, et qui menaçait de devenir catastrophique par suite de la cessation des subsides gouvernementaux et de la liberté rendue aux patrons, appelait fatalement une lutte ouverte, mais le fait significatif c'est que cette lutte se soit déclarée non sous la pression immédiate des faits, non au moment où les conditions de vie rejettent définitivement, obligatoirement le prolétariat dans la lutte révolutionnaire, mais d'une façon délibérée, par une action consciente qui cherche à devancer une crise totale qui risquerait d'être pour les ouvriers la misère et l'asservissement plus complets.

Manouïlsky insiste sur ce point de vue dans son article. Mais, ajoute-t-il, il ne faut pas surestimer cette apparente stabilisation. Car précisément de temps à autre, et cette fois-ci très gravement, peut-être définitivement, les événements viennent rappeler que l'économie mondiale traverse une crise prolongée, sourde, qui s'apaise parfois mais n'est nulle part en voie de guérison. En Angleterre moins qu'ailleurs. C'est même sur l'Angleterre que l'on peut constater le plus précisément le degré d'affaiblissement du capitalisme. Quels sont les principaux éléments qui contribuent à cette décadence progressive ? D'abord le développement excessif de l'appareil de production. Le « marché de guerre » disparu, l'appareil de production était trop développé pour la demande. De là les embarras d'après-guerre, augmentés par les fluctuations des changes qui permettaient aux pays à devise dépréciée d'exporter à bon marché et de concurrencer les pays

à change élevés. La deuxième cause réside dans les frais élevés de production par suite de l'endettement, des destructions dues à la guerre. D'où la nécessité du protectionnisme, qui est à la base de la politique conservatrice actuelle. Troisième cause : crise des débouchés. En Angleterre, le marché intérieur s'est restreint par la diminution du pouvoir d'achat des salaires ; à l'extérieur, les dominions ont élevé des barrières douanières, le plan Dawes a développé les exportations allemandes aux dépens des exportations anglaises, etc... Enfin, la crise du charbon était devenue pour l'Angleterre un danger permanent.

L'origine du conflit

Quelle est l'origine de la crise houillère ? D'après Spectator, l'état arriéré de la technique de cette industrie n'est pas la principale cause, ni l'élévation excessive des salaires. En réalité, elle est liée à l'ensemble de la crise industrielle d'après-guerre. L'extraction mondiale du charbon atteint en 1925 à peu près le niveau d'avant guerre : d'autre part, l'emploi croissant du naphte, de la houille blanche, etc., correspondent à une extension de l'industrie. L'auteur estime donc que la crise anglaise ne dépend pas seulement des conditions de vie des charbonnages, mais est étroitement liée à la crise mondiale. Quel est l'état de l'industrie houillère pour l'Angleterre ? On constate une diminution de l'exportation incontestable : comparativement aux années d'avant guerre, elle a diminué de 22 % ; mais, dans l'exportation mondiale, la part de l'Angleterre était en 1913 de 50 % et en 1924 de 55 %. L'industrie et les ouvriers anglais ne sont donc pas responsables de l'abaissement absolu. La consommation intérieure, elle aussi, a beaucoup diminué, malgré l'augmentation des besoins des stations électriques et des chemins de fer, par suite de la réduction de la consommation de la sidérurgie. C'est la crise de la sidérurgie qui est à la base de la réduction de la consommation intérieure. Puis le marché extérieur a été fortement concurrencé par le charbon allemand, dont le prix était plus bas, et qui fournissait la France, l'Italie, etc... En outre, les besoins de la marine ont considérablement diminué depuis l'emploi du mazout. Voici comment on peut résumer la situation : « La situation de l'industrie charbonnière en Angleterre est le résultat de la crise mondiale d'après-guerre, dont le capitalisme ne s'est pas libéré et ne se libérera pas. L'état arriéré de la technique anglaise est à son tour le résultat du parasitisme de l'Angleterre qui, depuis cent ans, vit de son domaine colonial et dont la classe dominante est devenue incapable de diriger l'industrie nationale... Par suite, la crise actuelle n'est nullement résolue par la faillite honteuse du

Conseil général qui a fui du champ de bataille et trahi les ouvriers ».

Dans son article très documenté, R. Palme Dutt examine de quelle façon le conflit est né, comment il a été abordé, dans le camp ouvrier et dans le camp bourgeois. En 1925, Baldwin, dont l'intention était de résoudre la crise sur le dos des ouvriers, avait déclaré que « tous les salaires devaient diminuer ». Au début de 1926, la situation européenne étant momentanément éclaircie, le parti conservateur se décida à la lutte. Les déclarations de Joynson Hicks et Churchill annoncèrent que le gouvernement se préparait. Une Commission du charbon, chargée d'examiner « impartialement » la situation, établissait une base pour la trahison de droite. On créa la Ligue d'organisation pour le maintien du ravitaillement (O. S. M.). Les dirigeants communistes, qui cherchaient à grouper leurs forces, furent emprisonnés. En face de ces préparatifs, que faisaient les ouvriers ? Mac Donald se gardait bien de les avertir, de leur expliquer la crise et d'envisager des solutions nettes. Le mouvement minoritaire et le parti communiste s'efforcèrent de préparer la résistance. Mais le Conseil général des Trade-Unions, réuni avec les mineurs, déclara que le conflit n'était pas inévitable et qu'il fallait attendre les décisions de la Commission du charbon. Quand le rapport parut, les chefs travaillistes se montrèrent satisfaits, brisant les efforts des ouvriers pour l'unité et la résistance, semant le doute et l'irrésolution, cherchant toujours une « transaction ». La grève générale était donc vouée à l'insuccès. Et si Thomas, Mac Donald et Co l'ont conduite à dessein à l'échec, c'est dans l'espoir de ruiner le mouvement révolutionnaire. Le gouvernement, certain de l'issue du combat, posa la question sur son véritable terrain : politique. Il chercha à mettre la grève hors la loi.

La trahison des leaders travaillistes

Que répondirent les leaders travaillistes ? Que la grève était un mouvement purement corporatif, industriel, et qui ne s'attaquait en aucune manière aux institutions. Les masses qui sentaient cependant quel était l'enjeu réel de la lutte, et que toute leur indépendance était liée à la question des salaires, furent trahies par leurs chefs. Elles les débordèrent, et ceux-ci firent tous leurs efforts pour les retenir, désorganisant tout le mouvement. Après la capitulation signée par Thomas, les leaders attaquèrent même directement les mineurs, l'argent russe, le communisme, etc. « Les chefs de la 2^e Internationale, dit Zinovief dans son article, ont tenté de rejeter toute la faute sur les ouvriers, de même qu'après le 4 août 1914, ils ont essayé de justifier leur infâme trahison en alléguant la vague de pa-

triotisme qui avait soi-disant déferlé sur les masses ouvrières elles-mêmes ».

Les chefs réformistes nient l'esprit de classe chez les masses. Ils ne veulent les conduire au combat que sous l'égide des Trade-Unions, pour des revendications partielles, d'ordre économique. Et si soudain les masses ouvrières se dressent d'un seul bloc, brisant du même coup la vieille conception trade-unioniste des revendications, pour soutenir celle de leurs véritables intérêts de classe, ils sont déconcertés, et font tous leurs efforts pour faire rentrer ce mouvement dans ses vieux cadres. Tous les moyens leur sont bons, pleurs, lâchetés, menaces, trahisons. J. Bryan (Les leçons de la Grande Grève) insiste sur cette lourde armure qui constitue pour le prolétaire anglais la tradition libérale et syndicaliste qui s'exprime dans les trade-unions. Les chefs de la II^e Internationale ne pardonneront point aux ouvriers d'avoir écartelé cette armure, et dans leur abandon des revendications intégrales de la classe entière, ils furent pratiquement les alliés de la bourgeoisie conservatrice. Leur syndicalisme, qui est maintenant démasqué, était établi sur l'idée de **collaboration** des classes; ce n'était du reste que récemment, aux alentours de 1910, que s'était nettement fait jour l'idée de l'**antagonisme** absolu des classes, et des inévitables conflits de l'avenir. Les leaders étaient non des chefs capables de mener la classe ouvrière à la bataille décisive, mais des représentants accrédités auprès de la bourgeoisie. Face à une bourgeoisie unie, ferme et soutenue à l'extérieur, ils opposèrent une attitude flasque et des réflexes de velléitaires. Ce sont les vieilles méthodes et leurs représentants embourgeoisés qui furent vaincus le 12 mai 1926. Ce sont eux les véritables organisateurs de la défaite.

La « gauche » trade unioniste n'a pas su réagir

Trotsky publie à ce sujet quelques fragments écrits dans les derniers mois de 1925 et qui éclaircissent d'une façon remarquable les événements qui se déroulèrent six mois plus tard. Trotsky fait partir sa critique (comme dans les principaux chapitres de « **Où va l'Angleterre** » sur les socialistes de gauche, et en général sur la tactique du mouvement minoritaire. Ceux-ci, pris entre la droite et les communistes, n'ont cessé de donner les signes d'une instabilité inquiétante. C'est ainsi qu'un critique de gauche imagine que la classe ouvrière « cherche à secouer le joug des deux extrêmes ».

« Ce que notre homme de « gauche » appelle droite, écrit Trotsky, c'est la direction officielle du Labour Party. Le prolétariat anglais, qu'il le veuille ou non, exprime sa volonté par Thomas et Mac Donald. L'aile opposée, c'est-à-dire les communistes, représente une petite minorité persécutée

dans le mouvement ouvrier. De quelle façon la classe ouvrière peut-elle « chercher à secouer le joug des communistes ? » Elle est libre de les écouter ou de ne pas les écouter, car ils n'ont aucun moyen de s'imposer. Thomas et Mac Donald ont pour eux toute la machine de l'Etat capitaliste. Mac Donald exclut les communistes, Baldwin les emprisonne. L'un complète l'autre. La classe ouvrière ne pourra se débarrasser de Mac Donald que si elle veut réellement se débarrasser de Baldwin. Il est exact que la classe ouvrière supporte de plus en plus impatiemment sa dépendance à l'égard des bourgeois fabians conservateurs. Comment se débarrasser d'eux, quelle voie choisir, elle ne le sait pas encore. **La gauche reflète le malaise de la classe ouvrière anglaise.** Elle transforme son désir encore vague, mais profond, de se débarrasser de Baldwin et de Macdonald en phrases d'opposition qui ne l'obligent à rien. Elle transforme en confusion idéologique l'impuissance politique des masses qui s'éveillent à la vie. Elle est l'expression d'une évolution, mais elle en est aussi l'entrave ».

Ainsi la critique de gauche, en décembre 1925, prévoyait une proche scission du Labour Party en deux partis, l'un libéral de gauche, l'autre véritablement socialiste. « Le parti socialiste né de la scission pourrait être à la tête de la révolution »... L'avenir a montré que la gauche, qui visa à être ce parti, par son inconstance, lors de la grève générale, n'a pas su assumer la direction de la lutte par-dessus les chefs, et dans l'une des récentes réunions du Comité anglo-russe (août 1926), elle a refusé la collaboration réelle avec les Syndicats soviétistes et la discussion sur la grève des mineurs. Elle est retombée sous l'empire de la droite « ...Il faudrait de la perspicacité et de la volonté, c'est-à-dire des qualités que n'a pas « l'opposition » britannique »... « Sous la pression de la grève générale, une certaine partie des leaders de gauche peut même arriver au pouvoir avec les sentiments et l'état d'esprit du veau qui va à l'abattoir ». Mais les indépendants ne pourraient pas se maintenir au pouvoir, qui passerait aux mains des communistes, ou bien ferait retour à la bourgeoisie. « Il n'est pas dit non plus qu'en cas de développement foudroyant des événements, les centristes n'arrivent pas au pouvoir. Dans ce cas, il est à peu près certain qu'ils supplieront Mac Donald et Webb de partager le pouvoir. Il n'est pas douteux que Mac Donald engagera des pourparlers avec Joynson Hicks. On mettra en action un appareil formidable pour réprimer le mouvement prolétarien. Il est très possible qu'il se produise alors une nouvelle scission parmi la gauche. Mais l'évolution des événements ne s'effectuera à la « russe » et non « à l'allemande », que s'il existe un parti communiste de masse ayant une conception nette de la marche des événements ».

Les masses sont pourtant attirées vers le communisme

Du reste, la critique de gauche ne peut nier cette tendance des masses vers le parti communiste; les ouvriers, dit-il, vont de plus en plus à lui non parce qu'ils l'approuvent tel qu'il est, mais par désespoir, parce qu'ils sont forcés d'accepter ses conclusions. » Certes, répond Trotsky, « les ouvriers britanniques, avec leurs longues traditions de politique libérale, de parlementarisme, de compromis, d'orgueil national, etc... ne peuvent s'engager dans la voie révolutionnaire que s'ils sont complètement déçus par la politique de leurs chefs, politique qui auparavant leur rapportait quelque chose, et en tout cas, leur donnait parfaitement le change.

« Notre critique a touché ici le nœud de la question. La force du parti communiste consiste précisément en ce que, malgré la faiblesse de ses effectifs, son inexpérience et ses erreurs, les masses ouvrières sont de plus en plus forcées par la situation de prêter l'oreille à ses paroles ».

Cette prétendue « gauche » se distingue de plus en plus mal, au cours des événements, de l'ensemble du Labour Party. En janvier 1926, la fraction de gauche, qui dirigeait le Conseil général, était favorable aux Syndicats soviétistes, et cherchait à justifier son attitude de « gauche »; mais il y a là une particularité qui fait que les chefs s'inclinent volontiers devant une révolution à l'extérieur, et s'en servent comme d'une soupape d'échappement au radicalisme des masses, pour prendre plus sûrement leur revanche dans les questions de lutte intérieure des classes. Les mêmes qui ont une attitude extrémiste dans les questions internationales, sont de féroces réformistes dans les problèmes intérieurs.

« Les décisions du Congrès, écrit Trotsky, sont d'autant plus gauches qu'elles portent moins sur les tâches pratiques à l'ordre du jour. « Croire que les dirigeants du Congrès de Scarborough puissent devenir les chefs du mouvement révolutionnaire serait se bercer d'illusions. Il suffit de rappeler que la résolution concernant le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris la constitution en Etats indépendants, a recueilli 3.802.000 voix contre 79.000. C'est là, semble-t-il, une preuve tangible du progrès des idées révolutionnaires. Pourtant la résolution concernant la création de Comité d'usine — il ne s'agit pas, on le voit, de l'insurrection armée, ni de la grève générale, mais seulement de la formation de Comités d'usine, et encore seulement en principe — a obtenu seulement 2.183.000 voix contre 1.787.000 voix... Sur la question de l'extension du pouvoir du Conseil général, la gauche a essuyé une défaite complète. Il n'est pas étonnant qu'après toutes ces résolutions de gauche, le nouveau Conseil général se soit trouvé encore plus à droite que l'ancien. Un tel gauchisme,

il faut bien le comprendre, ne subsiste que tant qu'il n'oblige à rien dans la pratique ».

« La radicalisation spontanée des Trades-Unions, qui marque une évolution profonde dans les masses, est par elle-même, complètement insuffisante pour libérer la classe ouvrière de la direction de Thomas et de Mac Donald. L'idéologie nationaliste bourgeoise représente en Angleterre une force puissante: celle de l'opinion publique, et aussi d'institutions séculaires. C'est à cette force que se brise et se brisera le trade-unionisme « radical » tant qu'il sera dirigé par des centristes inconséquents.

« En même temps que les Trade-Unions fraternisent avec les syndicats soviétistes qui sont sous la direction des communistes, le Labour Party qui s'appuie sur ces mêmes Trade-Unions, prononce à Liverpool l'exclusion des communistes anglais, préparant par là la destruction de leurs organisations par le gouvernement et les fascistes (1). Il est vrai que les leaders de gauche ont légèrement changé d'attitude lorsqu'ils ont vu l'indignation des masses devant l'esprit réactionnaire et policier qui se dégageait du Congrès de Liverpool.

L'isolement des ouvriers révolutionnaires

«... Les leaders de gauche ont fermement décidé d'arriver au pouvoir par les portes que leur a indiqués leur ennemi armé jusqu'aux dents qui monte la garde auprès de ces portes... Vaillants autant que sages, les gauches ont fermement résolu de vaincre la bourgeoisie, quelles que soient les circonstances, tout en restant dans les meilleurs termes avec le Parlement, la loi, la justice et la police. Dommage seulement que la bourgeoisie n'ait pas l'intention de se laisser exproprier légalement du pouvoir! Faisant donner sa fraction fasciste d'autant plus énergiquement qu'elle sera plus menacée par la guerre civile, la bourgeoisie trouvera suffisamment de moyens pour la provocation, les coups de force légaux, etc. »

C'est ce qu'on vit dès qu'éclata la grève générale: Les chefs n'osèrent pas sortir de la légalité. Ils annoncèrent que la grève générale ne constitue pas une lutte politique; mais le gouvernement savait bien que le pouvoir politique n'est pas une idée, mais un appareil matériel; or, si l'appareil d'oppression et d'administration est paralysé, le pouvoir éta-

(1) Cette décision a été ratifiée par le récent Congrès du Labour Party qui le 11 octobre s'est prononcé contre l'entrée des communistes par 2.706.000 voix contre 349.000. Et M. Robert Williams, qui présidait la séance, a commenté en ces termes le résultat du vote: « Nous ne supporterons ici, en Grande-Bretagne, a-t-il dit, aucune intervention politique ou industrielle de la part des soviets et continuerons à ignorer les ukases et édits des Tomsy et consorts qui ont émis la prétention de « former » la conscience et la mentalité de la classe ouvrière britannique. »

tique l'est également. C'est ce que refusèrent de voir non seulement les chefs officiels du Labour Party, mais beaucoup de leaders syndicaux de gauche. Pratiquement, ils ne cherchèrent pas à paralyser l'Etat bourgeois au moyen de la grève, mais à paralyser la grève au moyen de l'Etat bourgeois ; tous leurs efforts tendirent à étriquer le mouvement. Privés de programme politique, affaiblis d'autant dans leur volonté révolutionnaire, les ouvriers furent obligés de combattre par groupes isolés. Une fois la grève générale trahie et abattue, les mineurs continuèrent la lutte, avec l'unique dessein d'obtenir le maximum de concessions de la part de la bourgeoisie. Mais les fameux leaders de gauche firent bien comprendre qu'ils entendaient conserver à cette lutte partielle un caractère strictement intérieur : d'accord avec l'ensemble du Conseil général, ils firent tous leurs efforts pour ruiner l'importance du Comité anglo-russe, auquel la poussée des masses ouvrières les avaient contraints de collaborer. Après la réunion du Comité anglo-russe en juillet 1926, Andréiev était en droit d'affirmer :

« J'estime que nous devons déclarer dans notre résolution que nous nous plaçons sur le terrain du maintien du Comité anglo-russe, puisque, à notre avis, le Comité est devenu un facteur important dans la lutte pour l'unité du mouvement ouvrier international et que sa liquidation ou son affaiblissement ne peut profiter qu'aux ennemis de la classe ouvrière. D'autre part, nous devons aussi déclarer que l'attitude du Conseil général et de sa délégation au Comité anglo-russe ne peut pas être considérée autrement qu'un premier grand pas, fait par le Conseil général pour briser le Comité anglo-russe. »

En définitive, la question capitale qui se pose désormais au prolétariat anglais est la constitution d'une forte base révolutionnaire. Cette nécessité découle de la bataille de classe actuelle, indépendamment de son issue.

« Chaque ouvrier anglais, écrit Trotsky, se rendra compte que le Parlement est incapable de résoudre les questions fondamentales du pays. Pour réaliser le salut économique de la Grande-Bretagne, le prolétariat comprendra qu'il doit conquérir le pouvoir. Un coup mortel sera porté à tous les médiateurs, amateurs de compromis, pseudo-pacifistes. Le parti libéral, en dépit des manœuvres de ses leaders, sortira encore plus affaibli de cette épreuve. A l'intérieur du parti conservateur, les éléments les plus résolus l'emporteront. A l'intérieur du Labour Party, l'aile révolutionnaire développera son in-

fluence et trouvera une expression plus complète. Les communistes marcheront résolument de l'avant... » Mis dans la nécessité d'actions décisives, le prolétariat peut ne pas trouver la direction politique qui lui est indispensable. Il s'agit en l'occurrence du Parti. C'est là la question cardinale. Sans un parti révolutionnaire à la hauteur de sa tâche, sans une direction juste, la situation la plus révolutionnaire qui soit ne donnera rien. Nous avons pu le constater en automne 1923 en Allemagne. Un parti bolchevik ne peut se former en Angleterre que dans une lutte continue, implacable contre le centrisme qui est en train de succéder à la politique ouvrière libérale », écrit Trotsky. Et Lozovsky : « Cette grève formidable pose de nouveau dans toute son ampleur la question de la direction. Nombre d'ouvriers honnêtes trouvent que les communistes sont trop rudes envers les réformistes. Maintenant, il faut reconnaître que nous ne sommes pas assez rudes avec eux, que nous ne les démasquons pas suffisamment. Nous les avons vus à l'œuvre. »

C'est là que se trouve le principal enseignement de cette grève. Avoir permis de reconnaître que la « superstructure » actuelle de la classe ouvrière anglaise est un appareil qui contribue à freiner la révolution.

Telle est la situation contre laquelle il faut que le Parti communiste britannique réagisse énergiquement, sans cesser d'attirer à lui l'aile gauche des Trade-Unions, et en confirmant toujours plus sa liaison avec les masses ouvrières. Certes, la classe ouvrière anglaise aura encore bien des heures difficiles à passer. A un moment où la grève des mineurs n'a pas encore pris fin, le parti conservateur dessine déjà une attaque qui ne fera que s'amplifier : une conférence de ce parti doit se tenir à Scarborough en octobre, et la principale question au programme est la forme du statut légal des Trade-Unions. Comme le rapporte le « Temps », « Les discours prononcés récemment par lord Cave et lord Birkenhead ont montré que l'opinion moyenne en Angleterre estime que l'organisation syndicaliste dans ce pays est allée trop loin dans son développement, qu'elle a usurpé des pouvoirs qui peuvent devenir dangereux pour la nation et qu'elle compromet les libertés essentielles du travailleur individuel. Cette réaction de l'individu contre le trade-unionisme organisé pourrait aboutir à une législation nouvelle limitant les pouvoirs du Trade-Unions, en particulier du point de vue de la perception des cotisations, et de l'action de grève. »

P. N.

« Un opportuniste ne peut avoir l'idée que de ce qu'il voit autour de lui dans son milieu bourgeois... Quant à la révolution du prolétariat, un opportuniste ne sait même plus y penser. » — LÉNINE.

Une page de Lénine sur la morale communiste

Les pages que voici, sont extraites d'un discours adressé dans les premiers jours d'octobre 1920 aux membres des Jeunesses communistes russes. La pensée communiste y est exprimée avec force et il n'est pas jusqu'à la grande simplification du problème qui n'y soit instructive.

Lénine n'écrivit guère sur la morale. On aurait tort d'en inférer qu'il se désintéressa du sujet. Les dissertations des moralistes de la bourgeoisie sur le « problème éthique », considéré en soi — ce qui est absurde — alors qu'il ne constitue qu'un aspect du problème social, lui paraissaient, certes, infiniment méprisables. Mais le fondateur du parti prolétarien des temps modernes, professa lui-même, toute sa vie, une moralité de classe, aussi virile, vivante et forte qu'étrangère à tout puritanisme mesquin. Sans cette moralité de combattants de la classe ouvrière, il est évident que la formation du parti bolchevik, « cohorte de fer » de la révolution n'eût pas été possible.

La vie de Lénine, non point austère, mais simple et droite, ainsi que les rapports d'admirable camaraderie qui furent de tout temps la règle au sein de la « vieille garde » du parti bolchevik nous offrent du reste des exemples précis de ce que nous appellerions volontiers l'éthique du prolétariat militant.

Rappelons ici un mot de Lénine. Quand, au lendemain de la chute de l'autocratie, l'ex-social-démocrate révolutionnaire Parvus, enrichi depuis, en Allemagne, par les fournitures de guerre, lui fit demander par Radek l'autorisation de reprendre sa place d'autrefois dans les rangs du parti. Lénine répondit :

— « On ne fait pas la révolution avec des mains sales ! » — V.-S.

...La morale communiste existe-t-elle ? Y a-t-il une moralité communiste ? Certes, oui. On se représente souvent que nous n'avons pas de morale qui nous soit propre et la bourgeoisie nous reproche souvent, à nous, communistes, de nier toute morale. Façon de falsifier les idées, façon de jeter de la poudre aux yeux des ouvriers et des paysans.

En quel sens répudions-nous la morale, répudions-nous l'éthique ?

Au sens où la bourgeoisie la prêche, la bour-

geoisie qui déduit la moralité des commandements de Dieu. Nous disons naturellement, à ce propos, que nous ne croyons pas en Dieu, que nous savons bien que le clergé, les propriétaires fonciers, la bourgeoisie, parlèrent au nom de la divinité conformément à leurs intérêts d'exploiteurs. Ou bien au lieu de déduire la morale des commandements de l'éthique, des commandements de Dieu, on la déduit de phrases idéalistes ou semi-idéalistes qui ont toujours en fin de compte la plus grande ressemblance avec les commandements de Dieu.

Nous répudions toute moralité de cette sorte, d'une inspiration étrangère à l'humain, étrangère aux classes. Nous disons que c'est mensonge, duperie, bourrage de crâne des ouvriers et des paysans dans l'intérêt des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Nous disons que notre moralité est entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte des classes du prolétariat. Notre moralité se déduit des intérêts de la lutte des classes du prolétariat.

L'ancienne société se fondait sur l'oppression de tous les ouvriers et les paysans par les propriétaires fonciers. Nous devons la détruire, nous devons en renverser les maîtres, nous devons à cette fin nous unir. Le bon Dieu ne crée pas d'union comme celle qu'il nous fallait.

Cette union, les fabriques, les usines, le prolétariat instruit et tiré de sa léthargie pouvaient seuls nous la donner. Ce n'est que lorsque cette classe se forma, que commença le mouvement des masses qui aboutit à ce dont nous sommes aujourd'hui les témoins, à la victoire de la révolution prolétarienne dans un des pays les plus faibles, dans un pays qui a cependant résisté pendant trois ans aux agressions de la bourgeoisie du monde entier. Et nous voyons la révolution prolétarienne grandir dans l'univers. Nous nous fondons maintenant sur l'expérience pour dire que le prolétariat seul pouvait former la force cohérente que suit la paysannerie éparpillée, disséminée, et qui a résisté à toutes les offensives des exploiters. Cette classe seule peut aider les masses laborieuses à se grouper, à s'unir, à maintenir définitivement, à affermir définitivement, à bâtir à jamais la société communiste.

C'est pourquoi nous disons : Il n'existe pas

pour nous de morale considérée hors de la société humaine ; c'est un mensonge. La morale est pour nous subordonnée aux intérêts de la lutte des classes du prolétariat...

Nous disons : est moral ce qui contribue à la destruction de l'ancienne société d'exploiteurs et à l'union de tous les travailleurs autour du prolétariat, bâtisseur de la nouvelle société communiste.

La morale communiste c'est celle qui sert à cette lutte, qui réunit les travailleurs contre toute exploitation, contre toute petite propriété. Car la petite propriété donne à un seul ce que le travail social a créé.

La terre est chez nous propriété sociale.

Eh bien, si je m'approprie une parcelle de cette propriété sociale, si j'y fais pousser deux fois plus de blé qu'il ne m'en faut, et si je spéculé ensuite sur mes excédents de blé ? Si je me dis que plus il y a d'affamés et plus cher on me payera mon blé. Me comporté-je en communiste ? Non, mais en exploiteur, en propriétaire. Cette façon de faire doit être combattue (1).

Si on laissait les choses en l'état, nous glisserions au passé, au pouvoir des capitalistes, au pouvoir de la bourgeoisie, comme il arriva maintes fois dans les révolutions antérieures. Et pour ne pas laisser se rétablir le pouvoir des capitalistes et de la bourgeoisie, nous devons ne point tolérer les marchandages, ne pas permettre que quelques uns s'enrichissent au détriment des autres, réaliser le bloc de tous les travailleurs autour du prolétariat pour la société communiste.

Et c'est là le trait principal qui caractérise la tâche fondamentale de l'Union et de l'organisation de la jeunesse communiste.

L'ancienne société se fondait sur ce principe : ou tu voles autrui ou autrui te vole ; ou tu travailles pour autrui ou autrui travaille pour toi ; ou tu es négrier ou tu es esclave. Et l'on comprend que les gens éduqués dans cette société se pénétrèrent en quelque sorte, dès le sein de leur mère, de la psychologie, des habitudes des notions : — négriers ou esclaves ou petits propriétaires, ou petits employés ou petits fonctionnaires ou intellectuels, hommes en un mot qui ne se soucient que d'eux-mêmes et se désintéressent d'autrui.

« Je cultive ce lopin de terre, peu m'importe ce que fait autrui ; s'il a faim, tant mieux, je vendrai mon blé plus cher. Si j'ai un petit emploi

de médecin, d'ingénieur, d'instituteur, d'employé, le sort d'autrui m'importe peu.

« Peut-être même réussirai-je avec un peu de servilité, en témoignant de complaisance à l'égard des détenteurs du pouvoir, à garder ma petite place ou même à monter en grade, à devenir un bourgeois. » — Cette psychologie, cet état d'esprit sont inadmissibles chez le communiste.

Quand les ouvriers et les paysans eurent montré qu'ils savaient par la force défendre et bâtir la société nouvelle, la nouvelle éducation communiste commença, l'éducation dans la lutte contre les exploités, l'éducation en alliance avec le prolétariat contre les égoïstes et les petits propriétaires contre la psychologie et les habitudes qui disent : « Je cherche mon intérêt et je me moque du reste. »...

La jeune génération ne peut apprendre le communisme qu'en rattachant chaque progrès de ses études, de son éducation, de son instruction à la lutte incessante du prolétariat et des travailleurs contre l'ancienne société exploiteuse.

Quand on nous parle morale, nous répondons : Toute la morale est pour le communiste dans cette discipline de solidarité cohérente, et dans la lutte consciente des masses contre les exploités. Nous ne croyons pas à la morale éternelle et nous dénonçons le mensonge de tous les contes moraux. La morale sert à la société humaine à s'élever, à se débarrasser de l'exploitation du travail.

Pour y arriver, nous avons besoin de la génération qui a commencé à se former en hommes conscients dans une lutte désespérée et disciplinée contre la bourgeoisie. Elle a formé dans cette lutte des communistes authentiques. Elle doit y subordonner et y rattacher toutes les étapes de son enseignement, de son instruction, de son éducation.

L'éducation de la jeunesse communiste ne doit pas consister à lui tenir des discours douceâtres sur les règles morales. L'éducation n'est pas cela. Des hommes ont vu leurs pères et mères vivre sous le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes, connu eux-mêmes les souffrances qui furent le partage des premiers ennemis de l'exploitation, vu ce qu'il fallait de sacrifices pour continuer cette lutte et garder le terrain conquis, su quels ennemis acharnés étaient les propriétaires fonciers et les capitalistes ; et ces hommes ont reçu dans ces conditions une éducation de communistes.

La lutte pour l'affermissement et l'achèvement du communisme est à la base de la moralité communiste. Elle est à la base de l'éducation, de l'enseignement et de l'instruction communistes. »

(1) Allusions à la situation des années 1919-21. Les paysans cossus, les Koulaks contribuèrent consciemment à affamer les villes. — V. S.

Les tendances confusionnistes du groupe « l'Esprit » De l'incompatibilité du jargon judéo-philosophique avec le matérialisme historique

L'Occident meurt par ses intellectuels. Surtout boucliers d'une bourgeoisie opulente et sans scrupule, et du même coup empoisonneurs gagés du prolétariat évolué des grandes démocraties européennes, chaque sursaut des masses exploitées, chaque révolution, marque un peu mieux leur position.

Ils ont participé sans honte, sinon avec joie, au massacre capitaliste de 1914-18. Ils ont écrit et parlé contre la Russie révolutionnaire. Pendant des années, il ne s'est pas élevé en France une seule voix marxiste. Cette intelligence qui se flattait d'être le dernier refuge de la liberté et le dernier rempart contre l'abdication, s'est montré en définitive plus soumise que n'importe quelle autre fonction humaine aux exigences de la pensée bourgeoise. La littérature de gauche, depuis 1919, a marché de décadence en décadence, étalant au grand jour un pacifisme abscons et plat, et sous couvert du « droit des gens » elle s'est livré à des démonstrations qui sont un tissu de peur et d'absurdité. La théorie marxiste était restée tellement au-dessus d'eux, et les événements les entraînaient à ce point à la remorque, que les plus honnêtes d'entre eux, malgré une adhésion formelle, oublièrent avec plus ou moins de complaisances que le marxisme n'est pas une philosophie d'académie, mais une pratique révolutionnaire.

Aujourd'hui, nous avons une situation plus nette : le bolchevisme, les doctrines de la III^e Internationale, pénétrant la France et atteignant les intellectuels à travers le prolétariat, a fourni à ceux-ci une ligne de conduite ferme. Le premier résultat a été de permettre de distinguer les révolutionnaires des révoltés, des social-démocrates et de tous les pacifistes, de rejeter tous ceux-ci parmi les ennemis déguisés mais les plus dangereux du prolétariat révolutionnaire.

Naturellement, ce sont les révoltés, les « anarchistes », qui sévissent particulièrement parmi les intellectuels. Les ouvriers ont de bonnes raisons, les véritables et fondamentales raisons d'être « marxistes » et révolutionnaires, mais les intellectuels, tous issus de la petite bourgeoisie, même quand ils se tournent vers la lutte sociale, tombent toujours, non dans une déviation vers la social-démocratie, vers le parlementarisme, mais dans l'anarchie, la révolte. Leur conception

de la lutte de classe et du rôle historique du prolétariat est ajoutée à tout ce que la culture bourgeoise leur a appris. Il y a un fossé entre leur idéologie propre et leur idée de la révolution. Ils ont une philosophie pour la pensée, et une philosophie pour l'action, pour la révolution.

Il y a depuis quelques mois un mouvement parmi certains intellectuels jeunes qui se réclament en partie de la théorie marxiste de la révolution. Ces auteurs, professeurs et sorbonnards, publient un recueil périodique, *l'Esprit*.

Les philosophes de *l'Esprit* ne sont pas tous très remarquables ; leur travail et leurs intentions ne sont pas de premier plan, et ils sont beaucoup trop dépourvus de cette souillure (entendez : contact avec le réel) qu'ils recherchent. Retracer le chemin qu'ils ont parcouru n'est donc pas intéressant pour comprendre ce qu'ils sont, mais pour savoir mieux où ils sont. Autrement dit : où devons-nous les placer ?

Ils offrent cet intérêt pour l'instant de représenter un groupe relativement homogène, à la recherche, quoiqu'ils disent, d'une doctrine, et en tout cas mieux doués philosophiquement, c'est-à-dire plus représentatifs, que la plupart de leurs contemporains. Cet intérêt ne tient pas à leurs personnes et à la courbe que chacune d'elles finira bien par tracer dans le temps, ni à leur vie qui demeure leur secret et que personne n'aura garde d'éventer. Il tient surtout à ce qu'ils paraissent représenter un certain carrefour de l'activité mentale contemporaine.

L'étude métaphysique et mystique *in abstracto*, et l'étude de certains grands systèmes (Hégel, Spinoza) ne les a pas conduits à poser en réalité les grands problèmes de l'esprit et à se maintenir dans une lutte profonde avec la pensée, mais tout en prétendant à les ressusciter, à les résoudre aussitôt. Amour, liberté, révolution, autant de notions qu'ils cherchent bien peut-être à définir, mais qu'ils confondent immédiatement après dans un constant progrès victorieux de l'individu (?). Leur position définie de cette façon encore très grossière demeure une position relative à la plupart des grands cou-

rants qui déplacent actuellement le monde. Face, d'une part, aux réflexions philosophiques figées des autres et d'eux-mêmes, face, d'autre part, au courant des événements contemporains qu'ils prétendent reconnaître tout en ne s'y confondant pas, ils sont en contact superficiel avec toutes les réalités, mais sans affirmer un effort direct et caractérisé vers la réalité révolutionnaire, qui est, disent-ils hypocritement, la seule réalité légitime.

Quels hommes sont-ils ? Quelle est leur éducation ? Qu'est-ce qui les unit donc si fort, à ce qu'il semble, et donne à leurs écrits ce ton d'un messianisme poussiéreux et diffus ? Après nous pourrions aussi demander : qui servent-ils ?

Car, par crainte et faiblesse à la fois, ils refusent de dire cela, de nous montrer cela, parce qu'ils savent quel ordre de critiques pourra s'exercer sur eux. Prétendre à une action révolutionnaire, et ce qui est plus difficile encore, à un esprit révolutionnaire, il ne suffit pas de l'énoncer pour y avoir droit. Et y accéder au sein de la bourgeoisie, contre la bourgeoisie, mais sans se heurter de front à elle, est relativement facile, peu de chose y suffit ; mais y accéder à la mesure des travaux et des événements proprement révolutionnaires de ces dernières années est infiniment moins aisé.

Mais les petits bourgeois de *l'Esprit* ne s'occupent pas de cela.

Ils dénoncent simplement les intellectuels révolutionnaires qui « ne comprennent pas la nécessité d'une ample doctrine spirituelle absorbant dans son unité les revendications matérielles absolument légitimes des ouvriers, se fondant sur cette réalité du cœur humain qui est source de dévouement actif et d'amour qui eut donné à la révolte des exploités l'arme éclatante de la foi. » (Friedmann), et ils jugent le mouvement des masses, la poussée montante du prolétariat comme quelque chose de tout à fait secondaire en regard de leur pensée, qu'ils disent être la pensée révolutionnaire achevée !

**

Henri Lefebvre est la tête dogmatique de ces petits bourgeois par excès de profondeur ; les idées sont de lui. Ses amis n'ont fait qu'y ajouter un pathos historico-mystique. Juger de loin, de haut, dans l'abstrait, sans faire de personnalités ni de distinctions bien définies d'aucune sorte, se faire, par là-dessus, prêter une mentalité de prophète, c'est là l'attitude critique de ce philosophe. Il juge par dessus les hommes, et par dessus les œuvres, il tranche des uns et des autres ; il expose la vérité.

Voyons un peu sous le fatras de paroles inutiles et lourdes, quels sont ses jugements. Si je m'attache à lui, c'est afin que nos camarades voient un peu la qualité de cet esprit. Cela est d'un bon enseignement. Nous ne voulons laisser tromper personne par ces intellectuels fourbes, qui se targuent d'être courageux et révolutionnaires, et qui, en parfaits petits bourgeois décadents tendent une joue après l'autre, et prétendent profiter des crachats. Lefebvre et ses amis, vous êtes d'excellents paravents pour le gros de l'armée bourgeoise ; elle vous pousse en avant, vous êtes jeunes, et elle ne risque rien par vous ; vous êtes instruits, voire cultivés, et vous craignez comme la peste de vous tromper !

Voici ce qu'est la pensée :

« Notre pensée, dit-il, est charnelle et concrète : elle n'est plus la pensée. Elle est là où elle est, où nous sommes, et là, elle tient des évidences concrètes, partielles mais réelles. Il s'agit pour nous d'être, de continuer à être et d'inventer perpétuellement ce qui entretient notre âme. » Mais comment être ?

« Chacun de nous a d'abord ses problèmes propres qu'il doit résoudre pour continuer à être (tel amour, telle œuvre est épuisée, et il faut aller plus loin, ou bien tel vice est encore en moi qu'il faut chasser, ou bien telle réalité m'obsède et m'envahit trop et risque de m'engloutir, ou bien il faut agir et détruire ce qui est contre nous et inventer des moyens). »

Lefebvre a prouvé qu'il n'est pas difficile d'écrire des pages et des pages sur ce ton. Mais est-ce là le fondement d'une philosophie idéaliste ou matérialiste ? Ni l'un ni l'autre, dira-t-il. Ce qui est nécessaire, à son avis, et seul légitime, seul « vrai », est de s'en tenir à de « réelles puissances », des « objets métaphysiques », qui permettent d'avoir une notion du monde qui ne reste pas au niveau du savoir, qui ne soit pas dans la dépendance de la connaissance discursive. L'amour, dont on ne peut rien dire sinon qu'il est l'amour, l'action, qui demeure mystérieuse jusque dans sa forme la plus simple : le geste, la contemplation qui « entrevoit la réalité, la nécessité éternelle de ces objets », telles sont quelques-unes de ces réelles puissances.

Sont-ce là les fondements véritables d'une pensée révolutionnaire ? Avec une telle largeur de vue on comprend que les problèmes de la révolution prolétarienne demeurent peu de chose ! Mais une telle largeur de vue et une pareille profondeur de pensée ne nous donnent pas le vertige. Cette philosophie petite bourgeoise ne nous trouble pas. Mais qu'est-ce pour eux qu'être petit bourgeois ? « L'appellation de petit bourgeois aura une signification très précise dans la critique philosophique ; elle désignera l'excès de pro-

fondeur ; elle servira à caractériser les solutions qui sont si profondes qu'elles dépassent le problème pour éviter le danger que comporte pour l'Etat sa solution. » (Politzer). La philosophie de Henri Lefebvre est donc petite bourgeoise ; Lefebvre écrit des volumes d'une profonde et étonnante philosophie petite bourgeoise, que l'Etat peut absorber en toute tranquillité ! Et celle de Politzer aussi.

A toute cette littérature qui sue le repos, nous répondons : « ...Il s'agit uniquement de choisir entre l'idéologie bourgeoise et l'idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas forgé une « troisième » idéologie ; d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classe, il ne saurait exister une idéologie en dehors et au-dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, toute déviation de cette dernière implique par là même un renforcement de l'idéologie bourgeoise. »

Lénine écrivait cela en 1903 dans *Que faire*. Contre les économistes et les anarchistes, il affirmait le point de vue de la lutte sans merci des classes, qui n'admet les abâtardissements d'aucune sorte. En 1926, au milieu de cette honteuse effervescence intellectuelle qui constitue un excellent soutien pour le réformisme petit bourgeois, en dissociant l'idée de la révolution de l'effort pratique pour le soulèvement du prolétariat, nous pouvons répéter ces paroles de Lénine. Elles expriment notre point de vue, le point de vue de tout communiste qu'aucune discussion philosophique sur la révolution ne distraira de son travail vers l'insurrection.

**

Mais l'idée de la révolution est devenue une pièce essentielle de la pensée bourgeoise, on l'y case sans dégâts. Voyez de quelle manière : « La révolution étant essentiellement spirituelle, il suffit de connaître la vérité sur le mal, afin que le mal dans la vie de l'homme soit supprimé. Il suffirait que tous les hommes prissent conscience de la vérité et la révolution n'aurait même pas besoin de passer sur le plan de l'action ; la simple conscience suffirait. Mais justement cette hypothèse ne peut se réaliser, parce que nous sommes dans le concret. » (Politzer). Point de vue aussi ridicule que lâche. Sans compter que ces jongleurs divaguent. D'une part, on nous présente la pensée avec une racine charnelle, on nous affirme qu'il n'y a pas un plan spécial pour l'action, et un plan spécial pour la pensée, et un plan pour autre chose, que la pensée se reconnaît comme immédiate et homogène sous forme d'objets métaphysiques, etc... D'autre part, on exprime que la révolution, schéma de la progres-

sion réelle de l'esprit (?) n'est en réalité véritable que sur le plan « spirituel », mais que comme « nous sommes dans le concret » (!), la révolution passe dans le plan de l'action !

Idées primaires, confuses, qui n'attaquent la pensée contemporaine qu'à la manière d'une dispute d'école, sans aucun danger pour l'omnipotence de l'esprit bourgeois. Du reste, la bourgeoisie ne se sent aucunement atteinte (voir à ce sujet un article du critique Thibaudet dans la *Nouvelle Revue Française* du 1^{er} sept.) ; elle est tranquille, sa dictature est encore pesante. Les couches dites supérieures du prolétariat se sont sur bien des points laissées corrompre. Elles se sont laissées abâtardir, respectueuses de la force idéologique des bourgeois, des moyens dont ils disposent, et de leurs palabres autour de la Vérité. La bourgeoisie prétend nier les différences de classe, et pour elle il ne saurait y avoir d'intellectuels, voire de philosophes, autres que les intellectuels bourgeois. Ainsi pour elle, il y a la Vérité et non la Vérité bourgeoise. C'est cette Vérité, véritable source de droit divin, qui s'est dégagée en 1789, qui a pris corps, s'est implantée, et s'est infiltrée jusque dans les discussions les plus absurdes de la philosophie.

Les bolcheviks, ceux qui savent que la révolution est liée à l'instauration de la dictature du prolétariat ne se laissent pas prendre à cette Vérité. « Sur le plan de la Vérité, le matérialisme historique n'est point inséparable de la révolution », dit encore Politzer. « Le matérialisme historique ne fait pas partie de la Vérité elle-même. Ce n'est qu'un langage qu'il faut tenir sur le plan de l'action. » Voilà toute la force de l'idéologie bourgeoise : la révolution est un langage ! Là-dessus il n'y a plus qu'à briguer une chaire en Sorbonne, car de telles paroles seront en excellente place dans son enseignement. « Si la prochaine révolution doit être une révolution prolétarienne, c'est parce que c'est sous sa forme économique que l'esclavage, c'est-à-dire la matérialité, devient sensible et qu'elle dévoile son secret en montrant tous les jours, dans sa force impitoyable même, sa faiblesse, c'est-à-dire sa dépendance essentielle de sa soumission. » (Politzer).

Pathos, molesse, lâcheté de pensée et d'expression, tout au long des pages de *l'Esprit*, la révolution est un cadavre bien embaumé, très intéressant à examiner sur le « plan de la Vérité », et sans danger pour l'Etat.

**

Aussi fatalement qu'un petit commerçant, un philosophe se laisse conduire par la classe au pouvoir. Les faux prophètes de *l'Esprit* doivent

sans doute à leurs origines israélites de paraître échapper à la bourgeoisie et à son idéologie écrasante. Mais ils le paraissent seulement, car leurs écrits montrent d'une manière frappante les assises petites-bourgeoises de leur pensée. Par ailleurs, il ne faut pas exploiter démesurément ce fait qu'ils sont presque tous juifs. L'introduction de l'élément race dans une discussion ne sert qu'à démontrer le point de vue bourgeois d'une critique. Sans doute, certaines particularités de formes, d'expressions, tout l'appareil de la kabbale, le mysticisme le plus puéril et abrutissant, qui décèle seulement une peur abominable, sont-ils liés à la littérature juive. Mais cela ne nous intéresse pas. Le terrain, qui nous intéresse seul, ou s'exerce cette littérature, est celui qui est réservé aux déportements d'un certain esprit révolutionnaire petit-bourgeois dont Lénine disait « qu'il frôle l'anarchisme ou n'est pas sans lui faire quelque emprunt, et manque sur tous les points essentiels à la discipline de la lutte de classe prolétarienne ». C'est à ce titre que nous l'avons relevé. Sans doute, il n'y a aucune crainte que les éléments purements prolétariens s'arrêtent au verbiage creux et ennuyeux des gens de l'*Esprit*, mais un certain nombre de bons camarades, marxistes insuffisamment affermis, ont tendance, par un libéralisme chronique, à se laisser attirer par de telles discussions « philosophiques » qui les mènent droit à des développements métaphysiques absurdes ou au social-réformisme anarchiste, florissant dans des milieux très répandus en France, avec lesquels nous devons être en lutte déclarée, et dont Lénine constatait ainsi l'existence :

« Il est établi théoriquement aux yeux des marxistes, il est entièrement confirmé par l'expérience de toutes les révolutions et de tous les révolutionnaires d'Europe que le petit propriétaire, le petit patron — catégorie sociale, qui dans beaucoup de pays, est très largement représentée et peut même avoir valeur de masse — souffrant sous le capitalisme d'une oppression continuelle et très souvent d'une aggravation de ses conditions de vie assez brusque pour le conduire à la ruine, acquiert facilement une mentalité ultra-révolutionnaire, mais reste incapable de maîtrise de soi, de discipline, de constance. Le petit-bourgeois mis hors de lui par les horreurs du capitalisme, c'est là un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes. L'inconstance de ses velléités révolutionnaires,

leur stérilité, la facilité avec laquelle elles se transforment en soumission, en apathie, en imaginations fantastiques, parfois même en un engouement enragé pour telle ou telle tendance bourgeoise « à la mode », tout cela est universellement connu. » (*La maladie infantile du communisme.*)

*

Naturellement, ces philosophes ont cherché une fois à montrer qu'ils étaient révolutionnaires. Ils n'ont réussi qu'à démontrer qu'ils étaient en réalité des penseurs petits bourgeois. La revue *Philosophies*, qu'ils publiaient avant l'*Esprit*, et qui traduisait les mêmes « idées », d'une manière plus juvénile, il est vrai, joignit ses collaborateurs à ceux de la *Révolution Surréaliste* et de *Clarté* pour protester en commun, sur les mêmes bases, contre la guerre du Maroc. Mais la discussion ne tarda pas à révéler les tendances véritables de chacun : les philosophes, dont la revue avait dû cesser de paraître, surpris eux-mêmes d'avoir pu commettre une incongruité aussi flagrante que cette protestation, regagnèrent précipitamment leurs positions antérieures, et reprirent leur commerce métaphysique. Ils firent donc amende honorable, et pour plus de prudence se cantonnèrent à la philosophie, consolidés, renforcés, solidement établis dans l'esprit bourgeois par l'expérience de la lâcheté et de l'hypocrisie. Le public petit bourgeois est toujours si bienveillant pour les philosophes ! (1)

NAVILLE.

(1) Il va de soi que les Philosophes proposent une autre explication de ce phénomène. Ph. Friedmann, dans le numéro 1 de l'*Esprit* écrit : « Nous nous occupons de la Sagesse et nous la servons, car nous refusons de passer nos jours à hurler la mort de ces choses qui meurent et ne nous sont rien. »... « Il y a dans les recoins des ruelles provinciales des hommes bons que vous n'apercevez pas, Hurlleurs de mort ! » Dans ces paroles, il fait allusion, dit-il, à la cause profonde qui a déterminé la rupture du groupe de *Philosophies* avec les Surréalistes, après une brève rencontre. La vérité est que sommés de faire la preuve de leur volonté révolutionnaire par une adhésion formelle à une conception marxiste de la révolution, ils préférèrent s'adonner à l'étude de l'Idée Idéaliste, ou toute autre spéculation « sans danger pour l'Etat ». Ce qui n'a rien de commun avec une prétendue antipathie contre des « Hurlleurs de mort ». (Le vocabulaire de ces prophètes n'est pas leur moindre richesse.)

« La révolution est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre à l'aide des fusils, des baïonnettes et des canons... » — ENGELS.

A propos d'une Conversion

M. Gaëtan Bernoville, dans son feuilleton du « Nouveau Siècle » rendant compte de la « Lettre à Jacques Maritain » de Cocteau et de la « Réponse à Jean Cocteau » de Maritain (Paris, Stock, 1926), déclare qu'un fait du genre de la conversion de Cocteau « sonne le glas du stupide état d'esprit qui faisait dire : l'Eglise est incompatible avec tout ce qui est moderne, elle est une puissance du passé ». M. Gaëtan Bernoville oublie que, tant sur le plan littéraire que sur les autres plans, Cocteau est lui-même, je ne dirai pas une « puissance (!) du passé », mais un misérable suiveur, vulgarisateur (au même titre que Giraudoux, Morand, Delteil, Supervielle...) de ce qu'il est convenu d'appeler la « poésie moderne », n'ayant jamais vécu que sur des compromis, et qui tout au plus pourrait prétendre à représenter assez bien ce dérisoire « esprit frondeur » que les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie française se piquent si fort de posséder. Rien d'étonnant à ce que M. Gaëtan Bernoville, fasciste, s'entende avec Cocteau, « parisien » et catholique (ce dernier ne disait-il pas déjà pendant la guerre : « La Tour Eiffel est mon clocher »), mais dans la conversion de Cocteau il serait juste de voir, plutôt qu'une preuve de l'éternelle jeunesse de l'Eglise, un signe indubitable de la décrépitude du converti.

**

De tous temps, il s'est trouvé des réactionnaires pour tenter de maquiller en subversion leur recul dans le courant de l'histoire, cela afin d'éviter l'accusation justement motivée d'obscurantisme et de routine, voire même de se donner, jusqu'à un certain point, l'allure de révolutionnaires. C'est là qu'il faut chercher l'origine de cet « esprit frondeur » qui satisfait à si bon marché les pauvres velléités de révolte de quelques-uns et les ramène droit à l'ornière commune tout en leur donnant une illusion de liberté.

Le piège de l'« esprit frondeur » est très utile à la bourgeoisie qui, grâce à lui, d'une part, neutralise (et oriente finalement vers le maintien des traditions) quelques-uns de ses membres, qui seraient le moins loin peut-être de rejeter la gangue dont, en dépit de leur lâcheté morale, ils sentent confusément toute l'ignominie, — d'autre part, se fait croire à elle-même qu'elle est une classe éclairée et somme toute nullement opposée au « progrès », illusion propre à étouffer ses scrupules possibles de conscience, sans le moindre péril pour ses intérêts économiques et les fondements sacro-saints de son idéologie.

Nous avons connu les « anarchistes blancs », disciples de Barrès et surtout de Maurras. Aujourd'hui, nous voyons que beaucoup du prestige fasciste tient

à cet « esprit frondeur » si bien ancré chez les bourgeois, esprit qui les pousse à cette confusion intéressée du simple rajeunissement des vieilles formules avec leur destruction et grâce auquel les moins timorés d'entre eux parviennent presque de bonne foi à s'imaginer avoir dans le fascisme une doctrine révolutionnaire (puisqu'il s'agit de remplacer un ordre ancien par un ordre nouveau ; qu'importe que l'avènement de cet ordre nouveau corresponde à une régression dans l'ensemble du processus historique ; qu'importe aussi sa position par rapport à une droite et une gauche idéales ; s'il y a changement, il y a révolution : leur conception n'est pas moins rudimentaire que cela).

Sur le plan métaphysique, nous pouvons observer un phénomène analogue dans le crédit que rencontre depuis quelque temps la religion catholique, en réaction contre les tendances athéistes et anticléricales de la fin du siècle dernier. Il s'agit aujourd'hui en vérité de faire passer l'attitude catholique pour le dernier mot de la nouveauté, plus révolutionnaire même que le nihilisme romantique ; ou que le matérialisme marxiste, et ce afin que tout conspire au maintien de l'ordre.

Après avoir liquidé la tendance moderniste qui la menaçait d'un élargissement de doctrine susceptible d'entraîner une modification de sa position politique, l'Eglise catholique romaine, confinée dans le thomisme, s'est mise en quête d'esprits marquants parmi les « jeunes », dont l'adhésion à ses dogmes serait capable de mettre fin à ce « stupide état d'esprit qui faisait dire : l'Eglise est incompatible avec tout ce qui est moderne, elle est une puissance du passé ». Malheureusement, il s'est trouvé qu'après avoir vainement tenté d'annexer Baudelaire et Rimbaud en maquillant aussi grossièrement qu'il est possible la signification profonde de leur vie (1), l'Eglise n'a

(1) Parmi les tentatives d'annexion de ce genre, citons le honteux usage que Maritain a fait de la mort du musicien Erick Satie. Celui-ci (qui, on le sait, fut inscrit au parti communiste), après avoir passé sa vie à tourner en dérision les valeurs bourgeoises, après avoir effectué une véritable révolution dans le domaine musical, en somme après avoir toujours tendu vers le maximum de liberté, est, paraît-il, mort chrétiennement. Il est possible — certain, même — que Satie a consenti à recevoir les sacrements. Mais il est inadmissible que le geste d'un mourant, épuisé par la maladie et la douleur, puisse engager toute une vie et que certains osent s'en faire une arme pour nier la valeur de protestation de toute cette vie. Ce n'est pas sur ce que pense un homme lorsqu'il est presque un cadavre que l'on doit le juger mais sur l'ensemble de sa vie, et tout ce qu'une conversion *in extremis* peut prouver, c'est que l'Eglise, pour se retrouver en si bonne intelligence avec les cadavres, doit nécessairement être elle-même un ca-

guère pu rencontrer, en fait de poètes catholiques pouvant faire figure quelque peu subversive, qu'un faux poète, deux novateurs vieillissés et un piètre profiteur. J'ai nommé Paul Claudel, Max Jacob, Reverdy et, pour finir, Jean Cocteau.

* *

S'il est une phrase qui donne la mesure de la lâcheté de Cocteau et met bien en évidence son éternelle politique de compromis, c'est celle qui figure parmi les premiers aphorismes du livre « Le Coq et l'Arlequin » : « Le tact dans l'audace, c'est de savoir jusqu'où on peut aller trop loin. » (2) On peut dire, en effet, sans craindre d'être taxé d'exagération, que tous les actes de Cocteau sont dominés par cette terreur affreuse d'« aller trop loin ».

Tout d'abord, il n'enfoncé que des portes ouvertes. Il découvre la poésie du cinéma avec plusieurs années de retard, de même celle du café-concert et du cirque. Il imite des poètes tels qu'Apollinaire, Cendrars, Max Jacob, puis, craignant encore de trop se compromettre, en même temps qu'il prétend admirer Tzara, il fait l'éloge de la comtesse de Noailles et « découvre » Radiguet. Ainsi, portant d'une main le chou Tzara et de l'autre la chèvre Noailles, il chemine, et c'est l'horrible crainte qu'il a d'être obligé un jour de se brouiller avec l'une ou l'autre des parties qu'il appelle sa lutte contre la mort, sur la corde raide.

Aujourd'hui Cocteau a trouvé un admirable système pour contenter tout le monde. Il commence par établir qu'au nom de Robespierre et de Saint-Just, pour lesquels il affirme avoir de l'« amitié » (curieuse rencontre avec l'immonde Henri Bérard qui prépare un livre intitulé « Mon ami Robespierre »), il est nécessaire de répudier l'idée de révolution, car « hélas, imiter leur besogne s'oppose au principe fondamental de révolution. On voit le mauvais sophisme. Incapable de concevoir la révolution comme un processus de perpétuelle et unilatérale mutation, il donne très médiocrement le change en prenant partie pour la « mue » quelle que soit la direction de cette mue.

Ainsi, considérant la révolte de Rimbaud et de Lautréamont comme périmée, il déclare que la première subversion consiste à les repousser et en vient à opposer le catholicisme à leur athéisme et, à leur

davre. Pour le cas de Satie, il est curieux de voir dans le récit même que Maritain donne de sa conversion (*Réponse à Jean Cocteau*, p. 19) la marque du très médiocre enthousiasme que suscitait en lui la perspective d'être catholique. (« Vous savez, je ne suis pas si anti-bondieusard que ça »... etc...)

(2) Je ne relève pas, dans le même livre, les pompeuses idioties telles que : « L'art c'est la science faite chair », ou « Un chef-d'œuvre est une partie d'échecs gagée échec et mat ».

désordre romantique, ce qu'il appelle un « ordre nouveau », comme plus subversifs. De cette manière, ménageant comme d'ordinaire la chèvre et le chou, il s'attire la sympathie d'hommes dits « de gauche » à cause de ce côté soi-disant subversif et l'appui des gens de droite parce qu'il répudie toute idée de désordre.

Pour un esprit « parisien » tel que celui de Jean Cocteau, l'esprit révolutionnaire (parfaitement identique en cela avec l'« esprit frondeur ») se réduit finalement à une simple question de mode : après les pantalons étroits les pantalons larges, après les vestons longs et étriqués les vestons courts et amples, etc... C'est ainsi que pour contredire ceux qu'il appelle les « conservateurs de vieilles anarchies », il contribue à cette légende qui veut faire du cubisme un retour à la tradition, confond à plaisir « ordre » et « anarchie » et finit par parler avec une bien pauvre désinvolture de la « place où l'extrême droite et l'extrême gauche se touchent », place qui « reste à prendre » (!!!) : merveilleuse consécration du compromis... « Existe-t-il un programme plus excitant, plus scabreux que suivre le christianisme au pied de la lettre ? » ajoute-t-il, montrant ainsi son vrai visage, sa lâcheté de bourgeois incapable de rejeter réellement les contraintes d'une idéologie momifiée, et revenant toujours, après une assez peu « excitante » pirouette qui lui donne un misérable semblant de liberté, à son vomissement. Et que l'on sache bien que je prend le mot « bourgeois » dans son sens fort, pour désigner un représentant dûment accrédité de cet « esprit conforme » (que haïssait tant Baudelaire) ennemi juré de toute grandeur et se contentant, comme affirmation d'indépendance, de la plus maigre subversion.

Je n'en finirais pas si je voulais décrire point par point toute l'ignominie de Cocteau. Mais plusieurs extraits de la « Lettre à Jacques Maritain » suffiront à en donner une idée, beaux exemples d'esprit conforme et de bassesse française (3).

« Dire : « j'étais à la guerre » est fort ridicule. Je n'ai même pas relevé certaines inexactitudes moqueuses de « l'Echo de Paris ». Mon frère donne l'exemple du tact. Couvert de médailles, de palmes, c'est à peine s'il porte sa Légion d'honneur » (4)

(3) D'abord quelques titres, qui permettent d'imaginer quel sale vaudeville peut se jouer dans l'âme de Cocteau : *Les paysans du ciel*, *Dieu me veut*, *Le secret de beauté* ou *Une âme au ralenti*, *L'École des indésirables*, *Rien ne va plus*...

(4) Un écho de ce militarisme natif se retrouve chez Maritain, dans sa *Réponse*, lorsqu'il s'écrie, avec une naïveté suffisamment abjecte : « Le Seigneur est généreux, sa grâce éclate comme une grenade, et d'un coup fait plusieurs victimes » (*sic*), ou bien : « La Vierge est partout sur la brèche. » On sait ce que Baudelaire dit dans les journaux intimes au sujet des métaphores militaires. Même conservatisme chez Maritain que chez Cocteau, lorsqu'après avoir payé

(Comparer avec les ordures militaristes que Cocteau publia dans « Le Mot », journal qu'il dirigeait pendant la guerre ; beaucoup de nationalistes même les auraient désavouées) (5).

« Confesse-toi et communique, m'avait conseillé Max Jacob. — « Quoi ? lui écrivai-je à Saint-Benoît, tu me conseilles de prendre l'hostie comme un cachet d'aspirine ». Et il m'avait répondu : « L'hostie doit être prise comme un cachet d'aspirine ». (Suit une dissertation sur les vertus de l'opium, et tous les poncifs habituels à ce sujet.)

« Je considère la révolution russe comme le seul résultat significatif de la guerre, le seul point d'Europe où le vaccin ait pris. Je refuse absolument de critiquer un peuple qui change de peau. » (Le voilà bien, l'esprit frondeur, dans l'éloge de la « mue » !)

« L'ordre après la crise, voilà l'ordre neuf que je réclame. C'est pourquoi me haïssent les profiteurs de désordre et ne peuvent m'entendre les gens pour qui l'ordre doit être le pastiche d'un ordre ancien. » (Maintenant, le fascisme ! Comme il est bien fas-

tribut d'admiration à Picasso (au prix de quels efforts, je pense ! lui qui, il y a très peu d'années, dans *Art et Scolastique*, disait le plus grand bien des abominables peintres Marcel Lenoir et Maurice Denis) dans le domaine esthétique, il qualifie la Révolution russe de « satanique ». Du reste le thomisme, dont Maritain s'est fait le champion, est bien la forme la plus abstraite, la plus morte, la plus dénuée de sens historique, en un mot, la plus absolument indéfendable de la pensée catholique.

(5) Je ne parlerai ni des poèmes, ni des dessins de guerre, mais voici une anecdote particulièrement typique, bien digne de figurer dans un recueil d'« atrocités françaises » : dans une ambulance du front, on ampute, sans l'endormir, naturellement, un blessé allemand ; alors pour étouffer ses cris, les blessés français entonnent la *Marseillaise*. Bien entendu, Cocteau raconte cela avec un véritable ravissement.

ciste., cet « ordre nouveau » dont Cocteau disait ailleurs qu'il est un « désordre maté ». Du reste, quand bien même l'ordre nouveau de Cocteau ne serait pas le pastiche d'un ordre ancien, il resterait réactionnaire, à cause de la sottise irrémédiable de ce triste personnage qui a toujours vécu en parasite du génie et fait le beau devant des hommes tels que Picasso, afin d'obtenir du sucre sous la forme de mots à colporter ou d'étonnantes inventions à ridiculement utiliser. L'intelligence sera toujours foncièrement révolutionnaire. Mais il ne faut pas confondre « esprit parisien » avec intelligence.)

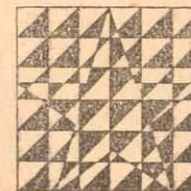
« Nous ne sommes pas loin de ce qu'on appelle en province « taquiner la Muse ». Un chant du « Cap » s'achève par : « Je taquine l'éternité ». Taquiner l'ange est imprudent ; plusieurs fois, il se détourne comme une grande femme douce qui ne veut pas qu'on l'embrasse, et tout à coup il frappe » (Sans commentaires...)

« Les grandes découvertes de l'homme sont des épaves apportées par la vague. Jamais encore il n'a, dans le surnaturel, rencontré une Amérique. » Je ne connais pas un homme, possédant si peu que ce soit le sens de la vraie Poésie, capable de lire sans dégoût une telle phrase, et je dis, imitant Robespierre parlant de ceux qui nient l'immortalité de l'âme, que celui qui a écrit cela n'a fait que se rendre justice.

M. L.

P.-S. — Libre à Jean Cocteau de tirer parti de cet article pour déclarer que décidément il « scandalise » tout le monde, nous sommes beaucoup à ne pas ignorer ce que vaut au juste ce « scandale » et quelles lâches compromissions se cachent dessous. Cocteau est un vulgarisateur, et cela veut tout dire...

Du reste, le scandale du « frondeur » ne porte jamais bien loin.



Rapport sur "Clarté"

Nous exposons au grand jour nos difficultés matérielles. La question qui se pose pour nous comme pour nos lecteurs, c'est de savoir si la valeur révolutionnaire de « Clarté » vaut qu'on lui continue des sacrifices de temps et d'argent.

Le rapport que j'adresse aujourd'hui aux lecteurs de *Clarté* leur fournira, j'espère, des éléments d'appréciation certains, pour qu'ils puissent se prononcer en toute connaissance de cause sur la question de l'existence même de la revue que nous avons, à la suite de la non-réalisation de la *Guerre Civile*, fait reparaître sous l'ancien titre de *Clarté*.

Aussi bien, est-ce volontairement que je m'abstiendrai ici de tout commentaire sur des événements que tous nos lecteurs ont présents à la mémoire et au sujet desquels j'ai d'ailleurs donné dans le n° 79 de l'ancienne *Clarté* et dans le n° 1 de la nouvelle, des explications précises.

Au reste, mieux que n'importe quel programme, le contenu même de ces premiers numéros suffit à indiquer clairement la voie dans laquelle nous sommes résolus à nous engager. A aucun prix, nous ne voulons retomber dans l'erreur de l'ancienne *Clarté* : collaboration de toutes les forces intellectuelles — et plus spécialement littéraires — de gauche en vue d'élaborer sur des bases extrêmement vagues et extrêmement confuses un ensemble culturel qualifié de prolétarien. Pour moi et pour quelques autres, il est maintenant avéré que la nécessité d'apporter sur les événements — surtout ceux d'ordre politique et économique qui influent forcément sur les destinées du prolétariat, — un point de vue en rapport avec la lutte des classes et en opposition absolument avec le point de vue de la bourgeoisie, explique l'existence de *Clarté* et la rend plus légitime que toute construction culturelle dont on peut parfaitement contester la valeur révolutionnaire dans le temps présent.

Tout nous donne à croire au contraire que l'étude marxiste des faits, la critique marxiste des idées constitue la tâche essentielle d'une revue qui prétend contribuer à la formation et à l'éducation révolutionnaire d'une élite prolétarienne.

Certains peuvent penser que c'est diminuer par avance l'activité intellectuelle qui est nôtre, que de lui assigner un but forcément limité ; ou encore ils objectent que dans ce cas, *Clarté* va faire double emploi avec la presse de propagande du parti communiste.

Je ne pense pas, pour ma part, qu'il faille s'arrêter à l'une et à l'autre de ces objections : car, pour la première, je ne sache pas que ce soit affaiblir une arme que de la rendre plus pénétrante et plus dangereuse ; pour la seconde, j'estime que *Clarté*, à côté des journaux du parti communiste et de ses organes théoriques, peut encore prétendre à prendre une part considérable dans l'éducation idéologique des révolutionnaires. Je laisse d'ailleurs aux lecteurs de *Clarté*, communistes ou non, le soin de juger d'après les deux premiers numéros de la nouvelle série de *Clarté*, numéros pourtant pleins de lacunes et encore bien loin de réaliser ce que nous espérons pouvoir faire par la suite, SI CETTE REVUE VAUT ENCORE D'ÊTRE ESTIMÉE, OU SI CONSIDÉRÉE PAR EUX COMME INUTILE OU SANS VALEUR RÉVOLUTIONNAIRE RÉELLE, ELLE N'A AUCUNE RAISON DE PARAÎTRE.

FAUT-IL CONTINUER « CLARTE »

C'est, en effet, de cette façon rigoureuse, catégorique que se pose, aussi bien pour moi que pour les quelques camarades qui m'ont aidé de toutes leurs forces à faire revivre *Clarté*, le problème de continuer ou de cesser cette revue. Pas un d'entre nous n'est guidé dans tout cela — je tiens à le répéter — par aucune autre considération que celle de la valeur révolutionnaire, de l'efficacité révolutionnaire de *Clarté*. Je laisse là-dessus le public de *Clarté* seul juge. Nous avons pris l'initiative à deux ou trois de faire revivre *Clarté*. Il appartient maintenant à nos lecteurs de nous dire si nous avons bien ou mal fait.

Il se peut que la majorité de nos lecteurs soit d'avis qu'il est de peu d'intérêt que *Clarté* existe : QUE CHACUN DE CEUX QUI PENSE AINSI NOUS L'EXPRIME FRANCHEMENT. Mais si cette majorité se prononce dans un sens différent, alors il est bon qu'elle envisage aussi QUELLES OBLIGATIONS COMPORTE UNE DÉCISION AUSSI FERME.

Je n'ai à dissimuler d'autre part, pas plus notre pauvreté en hommes que notre manque absolu de moyens matériels. Je ne veux incriminer personne. Il est bien évident que le

manque absolu de cohésion de la revue *Clarté* depuis ces cinq dernières années, son confusionisme, son verbalisme, sa littérature, etc... n'ont guère favorisé la constitution d'une rédaction homogène. Bien au contraire : cette rédaction s'est dispersée aujourd'hui, selon ses tendances, dans tous les sens. Il est des noms qu'on ne reverra jamais dans nos sommaires. La rédaction de *Clarté* est toute entière à recréer. Certes, nous avons en vue de nouveaux éléments, surtout parmi les jeunes. Mais ce ne sera pas en l'espace de deux ou trois mois que nous pouvons espérer combler les vides et les lacunes que nous constatons dans chacun de nos numéros. D'ici là, nous ne pouvons que nous efforcer avec des moyens très réduits — et si les moyens matériels nous manquent, comme c'est le cas actuellement, en nous résignant à une parution irrégulière — de réaliser l'essentiel de notre tâche.

VOICI QUELLE EST NOTRE SITUATION MATÉRIELLE

Nous avons aussi à considérer quelle est notre situation matérielle. De tant de crises, de tant de malentendus entre notre public et nous-mêmes, il est résulté une sorte de malaise, un détachement certain sinon un désintéressement total de la part de beaucoup de lecteurs et d'abonnés — même de la part de ceux qui ont déjà approuvé les nouvelles directives de *Clarté*.

Afin que chacun se fasse une idée exacte de la situation matérielle de *Clarté*, nous avons pensé qu'il était indispensable d'ouvrir au grand jour nos livres de comptabilité, de donner un état exact de notre situation matérielle. De tels chiffres, mieux que n'importe quel article, donneront une idée de notre faiblesse : de tels chiffres serviront de base pour établir entre nous les besoins exacts et déterminer les ressources indispensables pour assurer à *Clarté* si vous voulez qu'elle continue à paraître, une existence régulière.

Voici notre budget pour l'année passée :

ANNÉE 1925

Recettes

En caisse au 1 ^{er} janvier 1925 (provenant en majeure partie des abonnements à primes de deux ans lancées en septembre 1924.)	29.358
Vente au numéro	24.764
Abonnements	21.880
Publicité	15.310

Amis de <i>Clarté</i>	12.203
Souscriptions	2.069
Livre du mois	8.966
Vente librairie	4.177
Divers	2.160
Total	120.887

Dépenses

Imprimerie et papier (règlement de 9 numéros seulement)	42.211
Clichage des dessins	2.114
Frais rédactionnels	600
Routage et affranchissement des bandes des abonnés	1.458
Appointements fixes (1 employé permanent à 900 fr. et 1 agent publicité à 500 fr.)	16.800
Frais généraux (loyer, téléphone, chauffage, impositions, correspondances, expéditions livres, etc.)	23.316
Rassortiment librairie	1.338
Rassortiment livres du mois	5.713
Remboursement créanciers divers.	20.445
Total	113.995

Voici maintenant les dépenses et les recettes pour les huit premiers mois de cette année.

ANNÉE 1926

	Dépenses	Recettes
En caisse au 1 ^{er} janvier 1926		6.902
Janvier	4.484	6.748
Février	7.346	3.739
Mars	1.422	2.256
Avril	1.700	155
Mai-Juin	90	542
Juillet	10.458	8.023
(dont 6.925 pour achat de papier pour 3 numéros)		(dont 5.000 empruntés)
Août	4.443	4.401
Total	29.943	32.766

Au 1^{er} septembre 1926, les disponibilités matérielles de *Clarté* s'élèvent donc à : 2.823 francs.

Mais quel est le passif de *Clarté* ?

Reste dû aux fournisseurs	15.966
aux particuliers	19.595
(dont les 5.000 empruntés en juillet)	35.561

soit 35.561, dont 8.000 francs environ sont immédiatement exigibles.

Un tel passif peut sembler considérable. Qu'on remarque qu'il représente un allègement sensible, relativement au passif de *Clarté* dans les années précédentes. Qu'on n'oublie pas qu'en 1922, par exemple, ce même passif se montait à plus de 100.000 fr. Depuis, la revue a toujours vécu en prenant des arrangements avec ses créanciers pour le règlement par échéances. Dans les cas d'extrême urgence, *Clarté* a fait appel à ses abonnés qui ne lui ont, en aucune circonstance, marchandé leur concours.

Actuellement, le passif de *Clarté* ne deviendrait exigible qu'en cas de liquidation de la revue, mais alors il faudrait, faire entrer en ligne de compte, son actif représenté par son encaisse, son matériel de bureau, son bail, etc..., qu'on peut évaluer au moins à 10.000 francs.

ETABLISSEMENTS D'UN BUDGET POUR 1927

Comment pouvons-nous établir un budget de la revue pour 1927.

D'abord remarquons qu'il est impossible d'augmenter le prix de vente du numéro et de l'abonnement, 3 fr. 50 représente pour le public prolétarien de *Clarté* un maximum que nous ne pouvons en aucun cas dépasser, (ainsi que le prix de 35 francs par an pour l'abonnement en France). D'autre part, le contenu de la revue ne peut être inférieur à 32 pages. Voilà donc deux éléments qui entrent en jeu pour la détermination des besoins matériels de la revue.

D'après les prix de nos deux derniers numéros, les éléments constitutifs du prix de revient du numéro s'établissent ainsi pour le tirage de 5.000 exemplaires qui est actuellement le TIRAGE RÉEL de *Clarté* se répartissant ainsi :

Agences	2.800
Abonnés et services gratuits...	1.900
Réserves	300
	<hr/>
	5.000

Prix de revient du numéro

Frais d'impression	2.500
Papier intérieur	1.280
Papier couverture	600
Frais d'expédition des abon ^{ts} ..	380
Clichés de la couverture	240
	<hr/>
	5.000

étant donné ce prix de revient et nos charges actuelles, notre budget de dépenses peut s'établir ainsi pour une année :

12 numéros à 5.000 francs	60.000
Loyer et charges	6.000
Frais généraux (réduits au minimum)	15.750
Appointements (1 employé)	16.400
Remboursement aux créanciers ...	15.000
Augmentation à prévoir sur les prix d'impression et de papier..	6.000
	<hr/>
	119.150

Ce qui nous donne mensuellement un chiffre de dépenses d'environ 10.000 fr. à prévoir. Et ce chiffre représente actuellement un minimum. Quelles sont en regard, d'après les éléments dont nous disposons, les recettes prévisibles ?

D'après les résultats obtenus sur les deux premiers numéros de la nouvelle série, les recettes provenant de la vente au numéro peuvent être évaluées pour un numéro, c'est-à-dire mensuellement, à 2.500 francs (ce qui représente 1.200 numéros vendus — le numéro étant réglé 2 fr. 10 par les agences.)

Pour les abonnements et renouvellements, en prenant pour base les recettes de 1925, nous trouvons une somme de 21.880 francs à répartir sur 12 mois, ce qui donne 1.880 francs environ. Il faut remarquer que ce chiffre ne représente que les 2/3 de nos abonnements totaux, 1/3 de ces abonnements ayant été souscrit en septembre 1924 pour la durée de deux années. Ce chiffre est donc susceptible d'être augmenté de 1/3, puisque ce 1/3 d'abonnements viendra à échéance dans le courant de l'année 1927 — ce qui nous donne un chiffre de recettes prévisible de 2.500 francs.

En ce qui concerne la publicité, le rapport de 15 numéros a été de 22.500 francs, soit une moyenne mensuelle (par numéro) de 1.500 francs. Les amis de *Clarté* ont souscrit pour 1925 une somme totale de 12.203 francs, soit environ 1.000 francs par mois.

Enfin, étant donné le faible rapport eu égard à la perte de temps exigé pour le service de l'office de librairie, nous n'avons pas à tenir compte des recettes provenant de ce chapitre. Le « livre du mois » a été supprimé. Les commandes de librairie sont pour l'instant nulles.

Ainsi, notre budget de recettes s'établit mensuellement avec ces éléments :

Vente au numéro	2.500
Abonnements	2.500
Publicité	1.500
Amis de <i>Clarté</i>	1.000
	<hr/>
	7.500

Ce qui, en regard de notre budget de dépenses, nous cause un déficit réel de 2.500 fr. par mois.

Ce déficit est-il surmontable ?

Nous n'hésitons pas à répondre oui et voici pourquoi.

MANQUE DE DISCIPLINE DES ABONNES DE « CLARTE »

A l'heure actuelle, *Clarté* compte 1.350 abonnés dont 1.000 environ pour la France et 350 pour l'étranger. Au taux actuel des abonnements, les ressources qui devraient découler annuellement pour la revue sont :

1.000 abonnés à 35 francs = 35.000 francs
350 abonnés à 50 francs = 17.500 francs

au total 52.500, soit des recettes mensuelles de 4.300 francs.

Or, nos chiffres de recettes sont loin de ce compte. Pourquoi ?

Parce que de nombreux abonnés ont laissé depuis plus d'une année leur abonnement en suspens. Ils ont omis de répondre à nos circulaires. A L'HEURE ACTUELLE, PLUS DE 500 ABONNEMENTS SONT EN INSTANCE DE RENOUELEMENT ! Certes, il est admissible que la longue interruption dans la parution de la revue soit pour quelque chose dans le relâchement des rapports entre la revue et ses abonnés. Mais nous espérons bien ramener maintenant entre eux et nous une atmosphère de mutuelle confiance. Il est absolument déplorable, surtout étant donné le prix d'affranchissement des lettres, que nos abonnés attendent pour se mettre en règle avec la revue, que nous leur ayons écrit deux ou trois fois, ce qui augmente singulièrement les frais généraux de la revue.

D'autre part, *Clarté* doit recruter constamment des abonnés nouveaux. Les expériences que nous avons faites au cours de lancements précédents nous amènent à cette conclusion que nous pouvons facilement — si nos amis et nos abonnés s'en donnent la peine — recueillir 50 à 60 abonnements nouveaux chaque mois. Soit 1.500 à 2.000 fr. par mois.

Ainsi donc, en régularisant la marche de nos abonnements, en demandant instamment à tous nos abonnés actuels DE RENOUELER EN TEMPS VOULU LEUR ABONNEMENT, DÈS QU'ILS EN SERONT AVISÉS, et de se mettre sérieusement au travail pour diffuser *Clarté*, il nous est permis d'escompter chaque mois des rentrées d'abonnements qui doivent, selon les échéances des recouvrements, varier entre

4.000 et 6.000, c'est-à-dire nous fournir les ressources nécessaires pour équilibrer notre budget.

Bien entendu, nous faisons appel en premier lieu aux amis de *Clarté*. Beaucoup d'entre eux nous ont écrit pour nous dire qu'ils étaient comme par le passé disposés à soutenir la revue. Nous les remercions et nous leur demandons leur appui. Nous regrettons seulement de ne pas pouvoir les remercier en leur réservant un tirage spécial sur beau papier, comme nous l'avons fait en 1925. Les prix actuels du papier de luxe ne nous le permettent pas. Nous pensons aussi qu'il est préférable d'unifier à 100 francs le taux des cotisations des amis de *Clarté*, dont ils pourront d'ailleurs s'acquitter par quart chaque trimestre.

REPONDEZ, ECRIVEZ, NOUS ATTENDONS

Cette mise au point et ces précisions sur la vie matérielle de *Clarté*, il nous a paru indispensable de les mettre sous les yeux de chacun des lecteurs de cette revue. Nous n'avons ici rien à leur cacher et rien n'est négligeable des éléments d'appréciation que nous leur avons soumis. Nous avons voulu simplement apporter la preuve que *Clarté*, de même qu'elle avait vécu par le passé par ses seuls moyens, pouvait vivre encore aujourd'hui en pleine indépendance matérielle.

Les mois qui vont venir nous apporteront peut-être de la part de notre public la confiance que nous sollicitons : de toute façon, ils marqueront le progrès ou la fin de cette entreprise. En tous cas, chacun des éléments qui font *Clarté*, chaque lecteur de cette revue peut, je l'espère, se prononcer, prendre, quelque horreur que j'éprouve à employer cette expression, ses responsabilités. Pour nous, n'ayant jamais eu en vue à travers *Clarté* autre chose que le succès de la cause révolutionnaire, nous sommes sûrs que quelque soit le sort que l'avenir réserve à cette revue, elle aura dans un temps déterminé rempli le rôle qu'elle avait à tenir. Tant pis si ce rôle semble aujourd'hui aux uns dépassé ou si, aux yeux des autres, les problèmes que pose la révolution apparaissent trop lointains pour valoir la peine qu'on s'en préoccupe sérieusement.

A *Clarté* ou ailleurs, la pensée révolutionnaire qui nous guide trouvera toujours et partout la force et les moyens de s'exprimer.

M. F.

NOTES

« CHIFFONS DE PAPIER »

Nulle part l'hypocrisie de l'Etat bourgeois n'apparaît de façon plus crue que dans ses rapports extérieurs avec les autres Etats. Il existe bien en apparence, en effet, un Droit international, mais ce Droit ne reçoit d'autres applications que celles déterminées par le rapport des forces en présence. Il y a bien les traités, c'est-à-dire des engagements « solennels » contractés entre Etats, mais à côté il y a aussi les accords secrets qui sont souvent exactement la contre-partie des traités officiels. La diplomatie secrète d'un Etat bourgeois constitue bien la négation la plus absolue du principe démocratique, et c'est pourquoi un des premiers actes du gouvernement soviétique, véritable émanation d'une démocratie ouvrière, a-t-il été de répudier les accords secrets conclus sous le régime tsarisme et de rendre publics les traités occultes.

L'ouvrage que M. Alcide Ebray vient de publier sous le titre « Chiffons de papier » (Delpeuch éditeur), constitue précisément un réquisitoire accablant contre les traités. Le livre porte en exergue cette citation de Machiavel : « Un prince prudent n'est pas tenu d'exécuter ses engagements quand cela lui tourne à dommage et que les occasions qui les ont fait prendre ne sont plus. » Et c'est bien, en effet, la sage maxime politique qui détermine mieux que toutes conventions solennelles ou non, publiques ou privées les relations diplomatiques entre « princes » modernes, c'est-à-dire entre Etats capitalistes.

« L'idéalisme » de M. Ebray pousse celui-ci à voir la réconciliation des peuples par la simple proclamation des vérités historiques. Nous pensons que la proclamation à elle seule de ces vérités est bien impuissante à convaincre ceux qui détiennent le pouvoir, les maîtres de l'Etat, la classe bourgeoise, qu'ils doivent renoncer désormais à leurs ambitions, à leurs calculs, à leur plus grande puissance économique et financière, et à les inciter à faire non plus leur politique, mais celle des « peuples » qu'ils gouvernent. Nous savons que le seul moyen d'échapper aux guerres que préparent par la voie diplomatique des traités et des alliances, les Etats capitalistes, c'est de renverser ces Etats et de substituer à la fausse démocratie bourgeoise une véritable démocratie ouvrière et paysanne.

Cela dit, constatons que l'énumération des « chiffons de papier », entendez les traités, à laquelle se livre M. Ebray, est fort instructive. L'auteur passe en revue toutes les violations des traités les plus solennellement enregistrés auxquelles se sont livrées les puissances européennes au cours du siècle dernier. Il insiste surtout sur la période qui commence en 1914 et nous montre que si l'Allemagne viola la neutralité de la Belgique et du Luxembourg en 1914, les Alliés n'ont pas hésité à violer la neutralité de la Grèce — sans parler d'autres méfaits de moindre importance.

Les documents publiés par M. Ebray sont irréfutables. Ils éclaireront d'un jour nouveau cette période d'histoire diplomatique où les dirigeants français et surtout M. Poincaré, jouèrent un rôle si brillant.

M. F.

A PROPOS D'UNE ENQUETE
SUR LE RAPPROCHEMENT INTELLECTUEL
FRANCO-RUSSE

Demande.

« ...Je suis chargé d'une enquête par une grande revue de Leningrad « La Vie de l'Art », sur la possibilité d'un rapprochement intellectuel franco-russe...

Voulez-vous bien me dire ce que vous pensez d'une coopération artistique et d'un rapprochement intellectuel entre la France et la Russie et croyez-vous à la nécessité de ce rapprochement.

En quoi le mouvement contemporain français du théâtre, de la littérature et des arts présente-t-il depuis la guerre un aspect nouveau et en quoi peut-il intéresser la Russie actuelle

Quels sont, à votre avis, les trois livres parus dans le courant de cette année, qui, — reflétant le mieux les tendances actuelles de la littérature française, — mériteraient d'être traduits en langue russe, etc... »

Serge ROMOFF.

Réponse.

Aux lecteurs de la revue « La Vie de l'Art », les communistes français de « Clarté » disent ceci :

« Comment peut-on concevoir qu'il y ait lieu d'établir une coopération artistique entre la Russie révolutionnaire et l'Europe bourgeoise ? Nous n'avons rien à dire au sujet de la porcherie des lettres françaises.

« Nous admettons que l'Etat prolétarien isolé de l'U. R. S. S., soit obligé d'entretenir des relations d'ordre politique et économique avec les Etats capitalistes : nous comprenons la nécessité de rapports diplomatiques et commerciaux; mais nous ne saurions admettre un « rapprochement intellectuel » entre l'U. R. S. S. et les représentants de la pensée bourgeoise d'Occident — les rapports tellement précaires déjà des hommes de science d'U. R. S. S. et d'Europe mis à part. Nous ne pouvons attribuer aucune valeur artistique aux immenses productions de nos contemporains français, faussement parés de dénominations poétiques et autres. Par exemple, nous ne pouvons croire qu'un ouvrier russe ait assez de temps à perdre pour lire des romans français. Trop d'ouvriers français sont intoxiqués par cette basse littérature, cet art vil, que leur recommandent certains faux intellectuels révolutionnaires, qui participent eux essentiellement de la pourriture bourgeoise...

« Nous voici parvenus dans une phase décisive de la guerre des classes. Toutes nos facultés doivent être orientées vers la lutte de conquêtes socialistes. Dans de telles conditions qu'avons-nous à faire de soucis « artistiques ». Littérature de propagande et de combat; littérature communiste, soit. C'est la seule que nous admettons dans nos camps retranchés. Nous repoussons avec violence tout ce qui est susceptible de faire oublier à la classe ouvrière sa mission historique...

« Nous vous le disons franchement: Rien dans la production artistique française contemporaine — et je parle pour cette dernière décennie — ne saurait intéresser un ouvrier communiste russe.

Nous avons tout à recevoir d'U. R. S. S. et rien à donner.

« Pourtant, si le Gosizdat voulait à tout prix éditer des œuvres d'art, il serait souhaitable qu'au lieu de perdre son temps à traduire et à imprimer de sots ouvrages français contemporains, il fasse connaître certains de nos romantiques ignorés sans doute en U. R. S. S. et que la bourgeoisie française, quand elle ne les mutile pas odieusement : Rimbaud — rejette dans l'oubli : Borel — ceux qu'on doit à juste titre considérer comme de très purs révolutionnaires : le plus pur Lautréamont... »

CLARTÉ.



PHOTO HARLINGUE
Reproduction d'une photographie
de propagande circulant en Italie.

VIENT DE PARAITRE :

LOUIS ROYA

-: HISTOIRE :-
DE
MUSSOLINI

LA VÉRITÉ SUR LE FASCISME

UN VOLUME sous couverture toilée..... 13 fr. 50

KRA, Éditeur

ANDRE DELPEUCH

Libraire-Editeur — 51, rue de Babylone, PARIS (VII^e) — R. C. 227.836

Viennent de paraître :

ALCIDE EBRAV

Ancien Consul général et Ministre-Résident de France
Ancien Rédacteur diplomatique du « Journal des Débats » et de la « Revue politique et parlementaire »

CHIFFONS DE PAPIER

pour la réconciliation par la Vérité

« Un prince prudent n'est pas tenu d'exécuter ses engagements quand cela lui tourne à dommage et que les occasions qui les ont fait prendre ne sont plus. »

MACHIABEL.

Historique de toutes les violations de traités depuis 1798 jusqu'à nos jours

Un volume in-8 carré. Prix 20 fr. 50

VERIDICUS

SUISSE ET SOVIETS

HISTOIRE D'UN CONFLIT

L'Expulsion de la Mission soviétique. — L'Assassinat impuni de Vorosky.
— Pourquoi l'U. R. S. S. n'assistait pas à la Conférence du désarmement.

Préface de MATHIAS MORHARDT

Un volume in-8 carré. Prix 8 fr.

AUX ÉDITIONS MONTAIGNE

Chèques Postaux 712-97

2, Impasse de Conti, PARIS (VI°)

Tél.: Fleurus 42-79

COLLECTION LITTÉRAIRE DE LA RUSSIE NOUVELLE

Bien que la littérature russe soit vivement goûtée du public français, les quelques écrivains *vivants* choisis jusqu'ici par les éditeurs pour la représenter, aux côtés des morts illustres tels Tolstoï et Dostoïevski, sont à peu près tous des hommes de formation lointaine. Socialement, ils vivent en émigrés — qui en Angleterre, qui en Allemagne, qui en France — et ne connaissent guère mieux que nous leur patrie transformée, c'est-à-dire par oui-dire.

Au contraire, les écrivains dont la COLLECTION LITTÉRAIRE DE LA RUSSIE NOUVELLE groupera les œuvres, vivent en Russie, écrivent en Russie, dépeignent la Russie d'aujourd'hui. Quel que soit le jugement de chacun sur les événements qui ont bouleversé la Russie et paraissent d'ores et déjà destinés à marquer profondément la suite de l'évolution humaine, un fait s'impose : une génération littéraire neuve s'est révélée, à la sensibilité libre de toute racine d'ancien régime, portant encore le fer rouge des années tragiques, pleine de visions shakespeariennes dont il est impossible au lecteur de se détacher, après la commotion profonde des premières pages. Quelques-uns de ces jeunes écrivains sont classés en Russie comme des maîtres au mérite perdurable : leurs livres ont obtenu de très gros succès de librairie, joignant la faveur de la masse à l'estime du public russe lettré ; ils ont été propagés dans les Pays Scandinaves, en Pologne, en Allemagne. Le lecteur français ne saurait désormais négliger des éléments d'information de première source, reflets fidèles des tempêtes de la vie dans toutes ses formes pendant et depuis la révolution, témoignages à peine transposés du chaos des mœurs nouvelles, du renouvellement progressif des valeurs.

Aussi les ÉDITIONS MONTAIGNE ont-elles entouré la COLLECTION LITTÉRAIRE DE LA RUSSIE NOUVELLE, des soins les plus scrupuleux. Ses textes originaux — les difficultés de rassemblement surmontées — ont été confiés à des traducteurs éprouvés, pour la plupart des *Français ayant séjourné en Russie* depuis la Révolution. Un papier supérieur à celui de l'édition courante a été spécialement commandé et fabriqué pour cette collection. Enfin, selon l'esprit de chaque livre, un effort considérable d'illustration a été déployé. Tous les volumes, ornés de dessins, seront rehaussés de *couleurs au pochoir*, exécutés par des artistes dont l'autorité n'est plus à établir.

La COLLECTION LITTÉRAIRE DE LA RUSSIE NOUVELLE, par l'exceptionnelle valeur de ses textes, la qualité des talents qu'elle révélera, par sa présentation luxueuse à un prix abaissé le plus possible, par son tirage limité, doit connaître la faveur du public éclairé tout en acquérant la plus sûre valeur bibliographique.

N° 1. ALEXIS N. TOLSTOÏ : IBICUS OU LES AVENTURES DE NEVZOROF

traduit par B. CAUVET DUHAMEL, avec dessins originaux rehaussés de couleurs au pochoir par Georges BRAUN.

Cet ouvrage a été tiré à 2.950 Exemplaires numérotés dont 50 exemplaires sur vélin pur fil. Il ne sera fait aucun autre tirage avec les dessins.

Dès le premier jour de la grande révolution russe, le vent de l'aventure, mêlé de balles, emporte la vie de Nevzorof, obscur commis... Dès lors, Nevzorof traverse un vrai rêve d'alcool et de cocaïne. Ce rêve n'est pourtant que l'impitoyable réalité. Des millions d'individus, dominés par des événements dont les phases leur échappent, rebondissent comme lui de la rue à la prison, de la prison à la mort ou à la fortune. C'est le crâne Ibicus, le crâne fatal du jeu de tarot, qui secoue les corps et les consciences... Après le tableau à ombres dantesques de l'évacuation d'Odessa sous le couvert des troupes françaises, c'est, pour les émigrés désorbités, l'accueil inquiétant de l'Orient, de Constantinople. L'or et le sang feront demain de Nevzorof un personnage.

Miroir scrupuleux de bouleversements exceptionnels, ce récit constitue aussi, sans effort, sans artifice, un ouvrage exceptionnel. Unique par la densité et la fidélité objective de ses peintures, c'est le reflet vivant d'une société disloquée par un mouvement frénétique, d'un monde en tragique travail.

1 volume sur vélin teinté. 15 fr.